

choisir

revue culturelle
n° 581 – mai 2008



(Eglise en Chine:
renaissance





*Eternel Dieu,
Nous te disons bonjour.
(...)*

*Rends nos corps aussi frais
que les fleurs qui viennent d'éclorre.*

*Ouvre nos yeux,
éclaire notre vision intérieure
comme le soleil remplace
les ténèbres de la nuit.*

*Délivre-nous de toute chaîne
Donne-nous des ailes de liberté
comme celles des oiseaux du ciel
pour commencer
une nouvelle étape.*

*Restaure justice et paix
tel un courant puissant
qui s'écoule à jamais
comme les jours suivent les jours.*

*Nous te remercions
pour le don de ce matin
et d'une nouvelle journée
pour travailler avec toi.*

*Prière attribuée à
Matteo Ricci*



choisir

n° 581 - mai 2008

Revue culturelle jésuite fondée en 1959

Adresse

rue Jacques-Dalphin 18
1227 Carouge (Genève)

Administration et abonnements

Geneviève Rosset-Joye
tél. 022 827 46 76
administration@choisir.ch

Direction

Pierre Emonet s.j.

Rédaction

Lucienne Bittar, rédactrice en chef
Jacqueline Huppi, secrétaire
Stjepan Kusar, collaborateur

tél. 022 827 46 75

fax 022 827 46 70

redaction@choisir.ch

Internet : www.choisir.ch

Conseil de rédaction

Louis Christiaens s.j.
Joseph Hug s.j.
Jean-Bernard Livio s.j.
Luc Ruedin s.j.

Mise en page et imprimerie

Imprimerie Fiorina
rue du Scex 34 • 1950 Sion
tél. 027 322 14 60

Cedofor

Marie-Thérèse Bouchardy
Axelle Dos Ghali
Stjepan Kusar

Abonnements

1 an : FS 95.-

Etudiants, apprentis, AVS, AI : FS 65.-

CCP : 12-413-1 «**choisir**»

Pour l'étranger : FS 100.-

par avion : FS 105.-

€ : 66.- ; par avion : € 70.-

Prix au numéro : FS 9.-

choisir = ISSN 0009-4994

Illustrations

Couverture : Marie, reine de Chine, cathédrale du Nord, Pékin (reproduction d'un tableau peint en 1909, village de Donglü)
Pascal Deloche/GODONG

p. 7 : Alessia Giuliani/PPP/CIRIC

p. 24 : Wolf Krabel

p. 29 : Pascal Deloche/GODONG

p. 32 : Sophie Dulac distribution

p. 35 : Doisneau-Rapho

Les titres et intertitres sont de la rédaction

sommaire

Editorial 2

Mémoires à la carte *par Jean-Bernard Livio*

Actuel 4

Spiritualité 8

L'IRM de la résurrection *par Luc Ruedin*

Eglise 9

Le catholicisme en Chine *par Jean-Paul Wiest*

Religions 15

La révolution religieuse de « 68 »
par Roland J. Campiche

Société 19

L'héritage trouble de Mai 68
par Christophe Büchi

Société 23

« L'évaporation » de l'homme *par Jean Gabard*

Economie 27

Tragédies financières
De la nécessité de la morale *par Etienne Perrot*

Cinéma 31

Hautes solitudes *par Guy-Th. Bedouelle*

Lettres 33

Une femme dans son siècle
Simone de Beauvoir *par Gérard Joulié*

Livres ouverts 37

Interdits libérateurs *par Marie-Luce Dayer*

Livres ouverts 38

Un Coran chronologique *par Valérie Bory*

Chronique 44

Paradoxe *par Gladys Théodoloz*

Mémoires à la carte

Je n'aime pas les anniversaires ! Cela donne un coup de vieux ou un air d'anciens combattants. Un truc à compter à rebours et à vous flanquer une de ces nostalgies ! Alors quand choisir a décidé de faire le point 40 ans après Mai 68, j'ai été bien content que ce soit à des plumes aussi expertes que celles de Roland Campiche ou de Christophe Büchi que la rédaction se soit adressée, ce qui nous vaut deux papiers que je recommande vivement. ! Du moins à ceux qui aiment relire le passé. Et ils sont des masses. Tenez par exemple dans l'Eglise catholique, à l'occasion du 150^e anniversaire des apparitions de Lourdes.

Et pourquoi ne pas écrire sur les 100 ans de la naissance de Françoise Dolto, qui a tant apporté pour la compréhension entre les êtres, petits et grands ? Ou sur celui de Jean Effel, l'humoriste et génial caricaturiste. J'aurais bien rappelé à propos de ces deux-là, nés en 1908, combien ils m'ont aidé à vivre, chacun à leur manière : l'une par son immense humanité et sa qualité exceptionnelle d'écoute, l'autre par ses clins d'œil mémorables dans son excellente série de dessins sur la création du monde ou par ses caricatures journalistiques ; ainsi celle où il croquait la rencontre entre le général de Gaulle et le président Mao à l'occasion de la reconnaissance de la République populaire de Chine par la France, le petit se présentant au grand : « Mao ! » qui lui répond : « Môa ! ».

On aurait tout aussi bien pu retenir, pour les célébrer, les 60 ans de la Déclaration des droits de l'homme, du Conseil œcuménique des Eglises... ou de l'Etat d'Israël. Oui, quelle formidable année que cette cuvée 1948, promise à toutes les espérances, du moins selon ce qu'on voulait bien dire ou écrire à ce moment-là... Mais peut-on encore relire aujourd'hui ce qui fut proclamé alors ? Prenez cette nuit d'euphorie dans les rues de Tel-Aviv, cette fameuse nuit du 14 au 15 mai 1948. Tous les journaux de l'époque ont célébré l'espérance d'un monde nouveau pour le peuple juif né du sentiment mélangé de révolte et de réparation après les horreurs nazies. Mais c'était volontairement taire toute l'horreur sioniste qui l'avait précédée, voire justifiée. On ne peut plus aujourd'hui y revenir en analysant les textes des pères fondateurs sans frémir

devant tant de violence et de haine érigée en programme à réaliser : « Israël seul a un droit sur cette terre. Un droit absolu » ou « Il faudra résoudre le problème des populations étrangères [les Arabes palestiniens] par un échange de populations ». Même Ben Gourion ne s'en est jamais vraiment caché, ne prenant guère de distance avec de telles perspectives.

At-on appris quelque chose des drames du passé ? « Le temps efface le bruit », écrivait Victor Hugo. Mais les jeunes qui n'ont pas encore de passé, ne souhaitent-ils pas découvrir aujourd'hui ce qui pourrait les enthousiasmer demain et leur permettre d'être fiers devant leurs propres enfants ? Si je pouvais leur conter le passé, je m'arrêteraï sur quelques dates essentielles dans l'espérance de tout un chacun : ces instants de bonheur où l'on reconnaît que l'on s'est trompé et que la violence, le mépris, l'humiliation n'ont jamais tenu longtemps aux yeux de l'humanité en quête de justice. Je retiendrais dans l'Eglise catholique, mon Eglise, la date de ce jour de printemps 2008 où, dans les jardins du Vatican, on érige solennellement devant l'Académie pontificale des sciences la statue de Galileo Galilei, parce qu'on découvre - enfin - que la terre ne tourne pas autour des affirmations doctrinaires de nos systèmes.

Ce jour d'inauguration, j'en ferais bien une fête, car de ce printemps-là j'ai envie de faire mémoire. Comme de ce jour mémorable où, « portes et fenêtres fermées par peur des autres », la maison fut remplie d'un souffle violent qui alerta tous les environs ! Est-il nécessaire de rappeler que le mot retenu pour fêter l'événement fut traduit en français par « esprit », alors que le grec de nos Bibles parle tout simplement de « pneuma », dont j'espère que non seulement vos pneumatiques mais surtout vos vies sont remplies !

Belle fête de Pentecôte donc ! Et bon anniversaire à vous qui pensez à tout ce qui doit encore être soufflé, et va être soufflé demain, pour que la Vie passe !

Jean-Bernard Livio s.j.



■ Info

Peu de politiciennes

Les femmes restent sous-représentées dans les parlements du monde : 17,7 % des parlementaires en 2007, contre 11,3 % en 1995. Bien que faible, la progression est constante. La représentation proportionnelle et l'introduction de quotas ont été à l'origine des avancées les plus marquantes.

Grâce aux pays scandinaves, l'Europe figure parmi les régions à forte présence féminine dans les parlements. La Suisse ne se trouve qu'à la 25^e place du classement, derrière l'Allemagne (16^e) mais loin devant la France (64^e). En ce qui concerne la représentation des femmes dans les exécutifs, notre pays par contre est très bien placé (8^e rang) avec un taux de 42,9 %, et la France fait encore mieux (5^e). La première place est tenue par la Finlande. (*FER informations*)

■ Info

Recherche sur les humains

La Commission de la science, de l'éducation et de la culture du Conseil national suisse a approuvé le 11 avril le projet d'article constitutionnel relatif à la recherche sur l'être humain, sur lequel le Parlement devra probablement se prononcer cet automne.

Cet article constitutionnel énonce les principes directeurs auxquels devra satisfaire la recherche dans le domaine de l'être humain et sur lesquels reposera la loi fédérale relative à la recherche. Il précise que la Confédération légifère sur la recherche sur l'être humain dans la mesure où la protection de la dignité humaine l'exige. Il souligne par ailleurs l'importance de la recherche pour la santé et la société et l'obligation de veiller à sa

liberté. La commission a par contre rejeté une proposition visant à interdire la recherche sur les personnes incapables de discernement (notamment les enfants ou les individus atteints de démence), tout en laissant à la loi le soin de prévoir des exceptions. Elle souligne qu'il est impossible d'y renoncer, car cela condamnerait ces personnes à ne bénéficier des progrès de la médecine que dans une mesure très réduite. (*Apic*)

■ Info

Facture écologique

Dans un communiqué daté du 5 mars, l'OCDE estime que les problèmes environnementaux peuvent être résolus à des coûts abordables si on les compare à la croissance économique et à la facture de l'inaction. L'organisation met en avant quatre domaines où il est urgent d'intervenir : le changement climatique, la diminution de la biodiversité, la raréfaction de l'eau et les conséquences sur la santé de la pollution et des produits chimiques. Elle préconise de recourir à des instruments économiques qui respectent les lois du marché : fiscalité environnementale, système du pollueur-payeur, échange de permis d'émission, tarification de l'eau et taxation des déchets.

■ Info

Université de Fribourg : nouvel institut

La Faculté de théologie de l'Université de Fribourg a fondé le 16 avril un institut pour le dialogue interreligieux. Successeur de l'Institut de missiologie et de science des religions, l'Institut pour l'étude des religions et le dialogue inter-

religieux (IRD) est chargé de promouvoir l'étude des religions et le dialogue interreligieux à travers des manifestations académiques ainsi que des publications, dans une perspective interdisciplinaire. Il vise aussi à établir des liens de collaboration avec des institutions analogues, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Université de Fribourg. Mariano Delgado, historien de l'Eglise et des religions, est son premier directeur. (Apic)

■ Info

Pologne, archevêque ultra-conservateur

Le pape Benoît XVI a nommé, le 17 avril passé, Mgr Slawomir Leszek Glodz, archevêque métropolitain de Gdansk (Pologne). Cette nomination provoque des remous dans le pays en raison des positions ultra-conservatrices du prélat, actuellement évêque de Varsovie-Praga. Agé de 62 ans, Mgr Glodz est co-président de la Commission mixte du gouvernement et de l'épiscopat polonais et président du Conseil épiscopal pour les moyens de communication sociale. Il est considéré comme proche de *Radio Maryja*, une station qu'il est chargé de superviser et qui a suscité de nombreuses polémiques ces dernières années en raison de ses prises de position anti-sémites et révisionnistes. En mai 2006, *Radio Maryja* avait été mise sous tutelle par les évêques polonais.

L'ancien président Lech Walesa a qualifié de « malheur » l'annonce de cette nomination. Plusieurs intellectuels polonais avaient au préalable appelé le Saint-Siège à ne pas choisir Mgr Glodz. (Apic)

■ Info

Electorat chrétien en Australie

Selon une étude récente réalisée par l'analyste politique John Black et citée par l'Agence œcuménique ENI, le vote chrétien a joué un rôle dans la victoire du parti travailliste australien lors des élections de novembre 2007. L'étude révèle que les électeurs d'Eglises généralement considérées comme conservatrices au plan politique, comme les pentecôtistes, les baptistes et les membres de l'Eglise unie, ont apporté leurs voix aux travaillistes australiens, parti de centre-gauche vainqueur du scrutin. Par contre, la tendance électorale des anglicans et des catholiques romains ne s'est pas considérablement modifiée par rapport aux élections précédentes.

J. Black a étudié les résultats des élections parlementaires de 2007. Il a découvert qu'en mettant l'accent sur la justice sociale, le leader du parti travailliste Kevin Rudd avait pris des voix à l'ancien Premier ministre John Howard dans certaines circonscriptions très disputées où la religion prend une place importante. Le programme de Rudd aurait attiré les électeurs chrétiens indécis. « En gros, les religions dans lesquelles la fréquentation de l'Eglise serait importante et dans lesquelles l'activité au sein de la communauté est certainement plus intense seraient passées à gauche », a-t-il déclaré. Il a souligné que la moralité sexuelle restait importante aux yeux de ces électeurs, mais que les questions plus générales de justice sociale avaient aussi influencé leur décision.

« Cette situation met en lumière la nécessité, pour les partis politiques, de montrer leur intérêt pour l'électorat chrétien », a écrit pour sa part Jim Wallace, directeur général de l'Australian Christian Lobby,

un groupe de pression chrétien, dans son bulletin mensuel de mars 2008. Son organisation affirme vouloir promouvoir une politique fondée sur les principes chrétiens.

« Cette étude va avoir une influence modératrice sur la politique du gouvernement », a indiqué encore le chroniqueur Christopher Pearson dans le quotidien *The Australian*. Selon lui, le gouvernement devra adopter des politiques conservatrices sur des questions comme le mariage homosexuel, s'il ne veut pas courir le risque de s'aliéner les électeurs chrétiens.

■ Info

Travailleurs forcés oubliés

D'après une recherche de la Commission pour l'histoire contemporaine, présentée le 8 avril à Mayence, l'Eglise catholique allemande a utilisé des travailleurs forcés durant la Deuxième Guerre mondiale. Sur un chiffre global de 13 millions de travailleurs enrôlés de force par le régime nazi, la Commission a pu établir que l'Eglise catholique allemande avait employé 4829 travailleurs forcés civils et 1075 prisonniers de guerre, dans 776 institutions catholiques, dont des hôpitaux, des homes et des jardins de couvents.

C'est l'Eglise catholique allemande, sous la présidence de Mgr Karl Lehmann, qui a elle-même chargé cette commission d'historiens d'effectuer ces recherches. Pour le cardinal Lehmann, évêque de Mayence et ancien président de la Conférence épiscopale allemande, ce n'est cependant pas encore là le point final. Le travail de réconciliation doit se poursuivre au niveau européen. Car malgré le faible pourcentage de travailleurs forcés utilisés par l'Eglise, la question demeure

de savoir pourquoi ce « chapitre oublié de l'histoire contemporaine de l'Eglise » n'a été étudié que plus de 50 ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale. Les experts participant à la recherche y voient trois raisons : les conditions-cadres au plan juridique, une base de données difficilement accessible et le manque de prise de conscience du problème qui en découle.

■ Info

Pauvreté : climat de méfiance

Le Mouvement ATD Quart Monde de Suisse a inauguré le 26 avril sa maison Quart Monde à Treyvaux, près de Fribourg, en présence de la conseillère fédérale Micheline Calmy-Rey.

L'ONG estime qu'il n'est pas acceptable que des personnes qui ont réussi par leurs efforts à sortir de l'aide sociale doivent, dans certains cantons, rembourser les aides financières reçues. Cela est vécu comme une punition, car ainsi toute réelle possibilité de revenir à une situation financière saine est abolie. » Pas acceptable non plus que sur le montant déjà minimum de l'aide sociale, des prélèvements soient faits pour rembourser des dettes. « Le minimum d'existence doit être absolument garanti », affirme ATD Quart Monde, qui relève aussi le climat de méfiance qui pèse lourdement sur les plus pauvres. « Les médias parlent actuellement de la pauvreté souvent en relation avec les abus par rapport aux prestations sociales. Leurs bénéficiaires sont souvent soupçonnés de fraude. Ils sont vus comme des personnes sans énergie qui vivent au crochet de la société, alors même que les chiffres montrent que les vrais abus sont rares. »

■ **Commentaire**

Le pape aux Etats-Unis

Le voyage du pape aux Etats-Unis, en avril, a été d'une grande densité. Benoît XVI a abordé les questions de la crise de la foi, des prêtres pédophiles, de la place centrale de la famille, de la paix et du désarmement... Deux points forts émergent de ce séjour : la défense des droits de l'homme, en particulier de la liberté religieuse, et celle du dialogue interreligieux.

A la tribune des Nations-Unies, à l'occasion des 60 ans de la Déclaration universelle des droits de l'homme (octobre 48), Benoît XVI a rappelé, face aux interprétations relativistes, le caractère universel de ces droits basés sur « la loi naturelle inscrite au cœur de l'homme ». L'opportunité pour le pape de réaffirmer ce qui lui tient à cœur depuis le début de son pontificat : le combat pour la liberté religieuse. (Son travail diplomatique en vue de la normalisation des relations du Vatican avec Pékin vise, par exemple, à permettre aux catholiques de vivre leur foi en Chine. Voir les pp. 9 à 14 de ce numéro.)

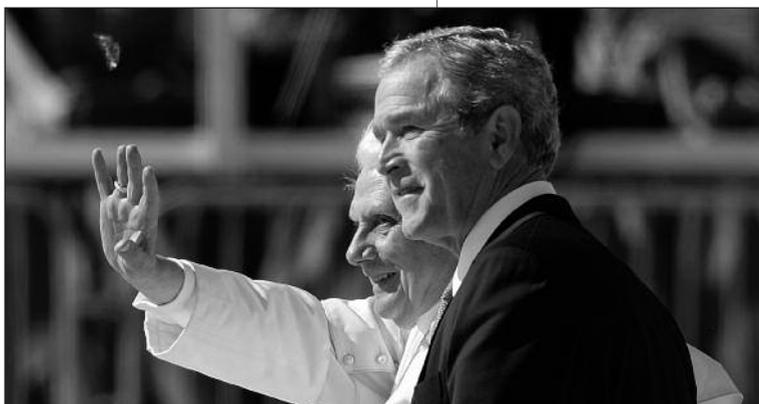
Une préoccupation qui trouverait sa source dans sa jeunesse en Allemagne hitlérienne. Aux jeunes venus l'entendre à New York, il a expliqué : « Mes années d'adolescence ont été dévastées par un régime sinistre qui pensait avoir les réponses à tout... Remercions Dieu qu'aujourd'hui de nombreux jeunes de votre génération puissent jouir des libertés qui ont surgi grâce à l'extension de la démocratie et du respect des droits de l'homme. »

Si Benoît XVI rejette les idéologies totalitaires, il repousse tout autant le relativisme actuel et « l'idéologie séculariste... qui mine et repousse la vérité transcendante ». Dans ce contexte, le

retour des religions est perçu comme une chance. Intervenant devant des représentants des différentes religions au Centre culturel catholique Jean Paul II de Washington, le pape a affirmé que « l'objectif plus ample du dialogue est de découvrir la vérité ».

De cette soif de voir les religions reprendre une place centrale dans le monde, découlent des ambivalences. Ainsi son approbation de la « laïcité américaine », à l'heure de la campagne présidentielle américaine, a choqué plus d'un Européen. « La recherche de la liberté de l'Amérique a été guidée par la conviction que les principes qui gouvernent la vie politique et sociale sont intimement liés à un ordre moral, fondé sur la domination du Dieu créateur », a-t-il déclaré au président Bush, adepte des « croisades ». Pour que la foi reprenne sa place, le Saint-Père estime qu'elle doit être fondée, pour tout un chacun, sur une identité religieuse bien définie, c'est-à-dire, pour lui, sur des doctrines religieuses claires. Le retour à un catholicisme conservateur et le rapprochement avec les fidèles traditionalistes et l'Eglise orthodoxe russe résulteraient de cette soif d'absolu. De l'affirmation de la Vérité à l'autoritarisme, le chemin est étroit...

Lucienne Bittar



L'IRM de la résurrection

Aujourd'hui qui parle encore de libération ? Voici 40 ans, ce mot était sur toutes les lèvres : Mai 68 et sa révolution mettaient à mal l'ordre bourgeois établi. On croyait avoir dégagé la liberté de son carcan en lui ouvrant les larges horizons du libre choix sans contrainte. Hélas ! Elle a vite été récupérée par la machine socio-économique qui l'a asservie et réussit à l'endormir. Car le désir, je veux dire ce mouvement incompressible qui trouve racine en-deçà de l'homme, le met en mouvement et le projette vers l'Infini, ce désir de liberté est fragile. Il peut vite être manipulé et défiguré, que ce soit par un système religieux étouffant ou par le néo-libéralisme à tous crins de nos sociétés post-modernes qui ne se prive pas de le détourner à des fins basement mercantiles.

Comment redonner alors le goût de la liberté à notre monde ? Comment la libérer de ces pièges idolâtres et lui permettre de nous mettre debout, de faire de nous des Vivants ? N'est-ce pas en témoignant de la résurrection que le souffle de la Pentecôte nous donne de manifester dans notre monde ? Telle l'IRM médicale - Imagerie par Résonance Magnétique - qui utilise un champ magnétique très puissant pour générer une image des organes et des tissus internes, l'IRM divine - Initiative, Reconnaissance et Mission - qui structure les récits d'apparition du Christ à ses disciples peut, par l'Esprit, générer en nous un tissu relationnel invisible à l'œil nu, mais perceptible aux yeux de la foi. En effet, l'initiative du Ressuscité qui se

montre le même et pourtant tout autre, au point que ses disciples ont de la peine à le reconnaître, provoque les témoins de sa Présence à en proclamer la mystérieuse proximité à leurs frères et sœurs.

Sous les traits du jardinier, le Ressuscité interpelle Marie de Magdala ; cet appel éveille son identité profonde, indissociable du désir de la Présence de son Seigneur. Les ondes de cette voix unique entre toutes la rendent à elle-même. Elle le reconnaît alors comme son Rabbouni. Intimée à ne pas le retenir et à témoigner de cette Présence qui fait naître en elle « la femme intérieure », toute à la joie de la vraie liberté, elle rejoint ses frères. En cette expérience indicible, elle a traversé l'ultime contrainte de la condition humaine : la mort.

Telle Marie, ne devrions-nous pas nous brancher plus souvent sur l'IRM de la Résurrection ? Ouvrir notre cœur à l'initiative toujours déconcertante de Dieu et reconnaître sa Présence nous donnent de nous découvrir aimés sans raison, gratuitement. Et puis, vivre simplement cette Mission : transmettre ce champ magnétique qui, en irradiant notre espace relationnel, fait apparaître l'image d'un Dieu de liberté et entrer dans une expérience de fraternité.

Luc Ruedin s.j.

Le catholicisme en Chine

●●● **Jean-Paul Wiest**, Pékin
Théologien, directeur de recherche
au Centre d'études chinoises de Pékin¹

En 1294, durant la dynastie mongole Yuan, des franciscains menés par Giovanni da Montecorvino deviennent les premiers missionnaires catholiques à s'établir en Chine. Cette présence se résume à une poignée de moines et ne dure même pas 70 ans. En effet, beaucoup des envoyés succombent aux périls et aux privations d'un périple de plus de 15000 kilomètres. Ceux qui, finalement, mettent les pieds en Chine sont de plus en plus soumis aux mauvais traitements de patriotes chinois opposés au régime. Le dernier franciscain en terre chinoise, Jean de Florence, est tué à Zaiton en 1362.

Ce n'est que près de trois siècles plus tard que le catholicisme s'implante à nouveau en Chine avec l'arrivée de Matteo Ricci et de ses compagnons jésuites. Dans un premier temps, le Saint-Siège accorde à la Société de Jésus le droit

exclusif d'évangéliser la Chine, puis, en 1633, il décide d'ouvrir le champ à d'autres groupes. Après un semblant de coopération, les relations entre missionnaires se détériorent, les nouveaux venus rejetant les méthodes jésuites d'accommodation à la culture chinoise.

Cette dispute de clocher dégénère en un conflit politico-religieux majeur connu sous le nom de Querelle des Rites. L'empereur Kangxi, qui en 1692 signe un décret de tolérance en faveur de la religion chrétienne, rejette violemment quinze ans plus tard les condamnations du Saint-Siège et de ses légats concernant la position de Ricci en faveur du respect dû aux ancêtres et à Confucius. A peine sur le trône, son successeur décrète en 1736 l'interdiction de la religion chrétienne en Chine et ordonne l'expulsion de tous les missionnaires, à l'exception d'une poignée employée à la Cour.

Au cours des siècles suivants, les persécutions contre les chrétiens chinois et les missionnaires sont intermittentes mais virulentes. Il est indubitable que la condamnation par Rome de l'approche préconisée par les jésuites et la proscription du christianisme par l'empereur entraînent une transformation profonde dans la composition sociale de la population catholique chinoise. L'interdiction du Vatican de participer aux cérémonies en l'honneur de Confucius rend pratiquement impossible les conversions

En ce printemps 2008, une brise d'optimiste semble promettre la poursuite de l'amélioration amorcée l'année précédente au sein de l'Eglise catholique de Chine. Il en est de même pour la reprise d'un dialogue sérieux entre le gouvernement chinois et le Vatican. Mais combien de fois par le passé ce semblant de zéphyr ne s'est-il pas transformé en aquilon ?² Pourtant, un retour en arrière semble pratiquement impossible. La situation continuera à s'améliorer, prédit Jean-Paul Wiest, qui propose, pour mieux comprendre les causes de ce changement, un survol historique du catholicisme en Chine.

1 • Docteur en Histoire chinoise de l'Université de Washington, à Seattle, ses recherches portent principalement sur l'histoire des interactions entre le christianisme et la Chine. Il est l'auteur, entre autres, de *Maryknoll in China. A History, 1918-1955*, Orbis Books, New York 1997, 615 p. et de *Popular Christianity in a Word Church : Seven Case Studies in Inculturation*, Orbis Books, New York 1999. (n.d.l.r.)

2 • Il n'y a qu'à voir les titres de presse des vingt dernières années pour se rendre compte du nombre de déclarations erronées et de faux pronostics publiés sur l'Eglise de Chine.

parmi les hauts fonctionnaires et les élites de la société. Et ayant perdu son statut de religion autorisée par l'empereur, le christianisme doit essuyer des abus fréquents.

Toutefois, malgré les persécutions, l'absence presque totale de missionnaires et le tarissement des conversions parmi les classes éduquées, le christianisme chinois, loin de disparaître, se maintient dans les campagnes éloignées du regard de l'administration. Si le nombre de catholiques chinois, lequel se monte à 200 000 vers 1692, chute de près d'un tiers durant la première moitié du XVIII^e siècle, il se stabilise ensuite et remonte progressivement, pour atteindre 218 000 en 1815.

Des rendez-vous manqués

Au XIX^e siècle, l'agression des puissances étrangères et les traités qui s'ensuivent humilient la Chine et la forcent à se rouvrir aux influences extérieures, y compris le christianisme. Les missionnaires retrouvent le droit de résider en Chine, récupèrent leurs anciennes résidences et se félicitent à l'idée de convertir en un temps record la grande masse des millions de Chinois.

Mais ce nouveau rendez-vous entre la Chine et le christianisme ne se passe pas bien. La collusion ou l'apparence de collusion des missionnaires avec les forces armées étrangères et le fréquent recours de ces mêmes missionnaires à la protection diplomatique ne font qu'exacerber, parmi nombre de lettrés confucéens, le vieux fond antichrétien. Ils n'ont pas de peine à convaincre les foules que les étrangers, les missionnaires y compris, sont responsables de tous les maux dont souffre la Chine. La révolte des Boxers qui éclate au printemps 1900 se solde par le massacre de milliers de

chrétiens, dont 30 000 catholiques, et la destruction de nombreuses églises. Suite à l'avènement de la République de Chine en 1911, l'opposition initiale au christianisme au sein du gouvernement se dissipe : des raisons de sécurité nationale, comme le danger communiste et l'agression japonaise en Mandchourie, prennent dans les années '30 le devant de la scène. Les conversions de Chiang Kai-shek et de plusieurs autres dignitaires nationalistes y sont aussi pour une bonne part. Mais, plus que tout, c'est l'engagement visible des Eglises au service de la société qui contribue à ce revirement d'attitude aux divers échelons de la société chinoise.

L'aide aux réfugiés et le rôle prépondérant des missionnaires dans la modernisation des secteurs médicaux, sociaux et agricoles ainsi que dans la réforme de l'éducation figurent indubitablement parmi les contributions les plus appréciées. L'Eglise catholique connaît alors un bel essor, si bien qu'en 1946, le Saint-Siège élève les missions de Chine au rang d'Eglise locale. En 1949, les catholiques chinois sont plus de trois millions. L'antichristianisme à grande échelle ne réapparaît qu'après la victoire communiste en octobre de la même année. La répression du nouveau régime se fait de plus en plus sévère. C'est d'abord l'expulsion des missionnaires étrangers à partir de 1951. Cette année-là, sur les 5 500 missionnaires, hommes et femmes, encore présents dans le pays, plus de 1 100, dont le nonce apostolique Mgr Antonio Riberi, sont expulsés. Quatre ans plus tard, il en reste à peine une vingtaine.

Durant cette même période, le gouvernement ordonne la fermeture progressive des séminaires, couvents et écoles catholiques. Les Chinois chrétiens ne sont pas épargnés. La persécution se fait surtout virulente en 1955, avec

des arrestations massives d'évêques, prêtres, religieux et laïcs. En Occident, beaucoup pensent, une fois de plus, que le christianisme est sur le point de disparaître du sol chinois.

Le mouvement des *Cent Fleurs* de 1956 et la remise en liberté de nombreux catholiques n'apportent qu'un bref moment de répit. Le gouvernement est de fait en train de manigancer la création de l'Association patriotique catholique, un organisme politique à caractère religieux, chargé de contrôler les activités de l'Eglise.

Une communauté divisée

Durant les mois qui suivent sa création en août 1957, les évêques et leur clergé sont soumis à de fortes pressions et à des séances d'endoctrinement pour qu'ils signifient leur adhésion. Il est difficile de déterminer les conditions et les raisons qui poussent certains à acquiescer, alors que beaucoup d'autres refusent et se retrouvent à nouveau en prison et en camp de travail. Lorsque l'année suivante le pape dénonce l'Association patriotique et déclare illicites les ordinations épiscopales faites sans sa permission, le gouvernement réagit en interdisant les rapports avec le Vatican.

C'est à cette époque que se produit le clivage au sein de la communauté catholique entre ceux qui estiment qu'une certaine collaboration avec le régime est nécessaire pour préserver la vie religieuse des chrétiens et ceux qui considèrent cette démarche comme une trahison.

3 • Premier dessin confié par Ricci au graveur Cheng Dayue pour son ouvrage *Le jardin d'encre*. Cheng voulait inclure dans son livre de calligraphies et de dessins chinois, des exemples d'écriture et d'art occidentaux. (n.d.l.r.)

L'Eglise catholique chinoise, quoique partageant la même foi, se trouve désormais divisée en deux branches. L'une, cimentée par un loyalisme indéfectible au pape, fonctionne dans l'illégalité aux yeux du gouvernement ; l'autre opère avec l'autorisation et sous le contrôle du gouvernement qui lui interdit tout lien avec Rome. Ses évêques sont valides mais illicites parce qu'ordonnés sans la nomination préalable du pape. En 1962, sur les soixante et quelques évêques chinois, une quarantaine n'a pas l'approbation de Rome.

La Révolution culturelle (1966-1976) entraîne la suspension de toutes les activités religieuses et la confiscation des biens de l'Eglise. Les prêtres et les religieuses encore en exercice sont emprisonnés, puis envoyés rejoindre les autres déjà en camps de rééducation.

église

« Les apôtres dans la tempête »³



En 1978, la volonté du gouvernement de rassembler toutes les composantes de la société en un « front uni » signale un mouvement de libéralisation. Ce changement d'attitude se traduit par des gestes de tolérance de plus en plus nombreux envers les religions. Le clergé catholique est remis en liberté, mais seuls les séminaires, couvents et églises dûment enregistrés auprès du gouvernement et soumis au contrôle de l'Association patriotique sont graduellement ouverts.

L'Eglise de Chine se retrouve donc à nouveau dans une situation semblable à celle de 1960. Une partie du clergé et des laïcs prie dans des églises dûment enregistrées auprès des autorités civiles. D'autres continuent de refuser tout contrôle de l'Association patriotique et se réunissent sans la permission du gouvernement. Considérés hors-la-loi, ces derniers sont souvent harcelés par la police. De là vient l'appellation d'Eglise clandestine que leur donnent certains observateurs étrangers, par contraste avec l'Eglise officielle, c'est-à-dire reconnue par le gouvernement.

Les relations d'abord acrimonieuses entre les deux groupes s'améliorent et la division devient de plus en plus floue. Les appels répétés de Jean Paul II et récemment de Benoît XVI à la réconciliation, ainsi que les efforts prophétiques de nombreux évêques, prêtres, sœurs et laïcs portent des fruits. L'antipathie et les accusations parfois virulentes échangées dans les années '80 font place à plus de tolérance et à des actes concrets de coopération et d'authentique communion. Au cours des quinze dernières années, 90 % des évêques ordonnés illicitement ont demandé et obtenu de Rome leur légitimation. Ils sont donc en communion totale avec le pape et l'Eglise universelle.

Nous voilà donc arrivés à la période contemporaine où, j'en suis convaincu, l'année 2007 signale un point de non-retour à l'intérieur même de l'Eglise de Chine, aussi bien que dans les rapports entre le gouvernement chinois et l'Eglise de Chine, ou dans le dialogue entre ce gouvernement et le Vatican.

Un message historique

Tout débute en janvier, lorsqu'à l'issue d'une réunion de trois jours sur la situation religieuse en Chine, le Saint-Siège publie un communiqué de presse qui déclare qu'en dépit des trois ordinations illicites d'évêques l'année précédente, il entend poursuivre avec les autorités civiles chinoises le dialogue commencé par Jean Paul II.

Le communiqué se réjouit que la presque totalité des évêques et des prêtres de Chine soit en communion avec le pape, façon voilée de rappeler au gouvernement que ses efforts pour créer une Eglise indépendante ont échoué. Nulle part il n'est fait allusion à l'existence de deux communautés au sein de l'Eglise de Chine, comme pour indiquer que cette phase appartient déjà au passé. Le document se termine par la promesse d'une lettre du pape aux chrétiens de Chine.

Cette lettre, parue en la fête de Pentecôte 2007, est un remarquable document car plus qu'une simple lettre pastorale écrite aux catholiques chinois, elle s'adresse aussi directement aux autorités gouvernementales.

Le pape lance à ces dernières un appel à l'ouverture d'un espace de dialogue qui permettra de surmonter les incompréhensions du passé et d'explorer des voies concrètes de communication et de collaboration entre le Saint-Siège et la République populaire de Chine. Il assure les dirigeants chinois que l'Eglise n'est

liée à aucun système politique et que son seul motif est d'offrir un service humble et désintéressé, en ce qui relève de sa compétence, pour le bien des catholiques chinois et de tous les habitants du pays.

Loin de chercher la confrontation sur les ordinations illicites de 2006, il leur tend un rameau d'olivier en affirmant sa volonté de forger un accord qui désormais puisse satisfaire à la fois la nécessité du mandat apostolique et les exigences du gouvernement. Son ton est aussi très irénique lorsqu'il se dit en faveur d'un dialogue concernant les remaniements des diverses circonscriptions ecclésiastiques faites par le gouvernement chinois.

En même temps toutefois, le pape rappelle qu'un dialogue sincère sera impossible tant que le gouvernement ne respectera pas la liberté religieuse de tous les catholiques chinois. C'est une allusion aux persécutions des « clandestins » et aux arrestations de leurs pasteurs. L'autre obstacle au dialogue, dit le pape, est le maintien d'organismes qui prétendent se placer au-dessus des évêques et guider la vie de la communauté ecclésiale. Sans jamais les nommer explicitement, Benoît XVI fait allusion aux Associations patriotiques dont la finalité déclarée - mettre en œuvre dans l'Eglise les principes d'indépendance et d'autonomie, d'autogestion et d'administration démocratique - est inconciliable avec la doctrine catholique.

Aux chrétiens chinois, Benoît XVI parle comme un père à ses enfants. A la suite de Jean Paul II, il exhorte les deux groupes à une réconciliation complète. La purification de la mémoire, le pardon de ceux qui ont fait le mal, l'oubli des torts subis et la pacification des cœurs dans l'amour exigent le dépassement de positions ou de visions personnelles. Ce sont des pas qu'il est urgent d'accomplir pour signifier une authentique com-

munion au sein de l'Eglise locale et avec l'Eglise universelle. Et comme pour effacer les confusions qui pourraient encore exister dans les esprits de certains catholiques chinois, le pape leur affirme sans ambages qu'il est tout à fait normal de participer à l'eucharistie célébrée par des évêques et des prêtres reconnus à la fois par le gouvernement et le Saint-Siège.

Vers la normalisation

Le message du pape au gouvernement et aux catholiques chinois est donc bien clair. Il appelle l'autorité civile à conclure un accord à l'amiable sur la question de la nomination des évêques et à mettre fin à son ingérence dans la gestion et les activités strictement religieuses de l'Eglise chinoise. La question de la pleine fidélité au pape et du contrôle indû exercé sur la vie de l'Eglise ne se posant plus, le problème épineux des « clandestins » disparaîtrait.

Aux « clandestins », le pape souligne que la clandestinité ne rentre pas dans la normalité de la vie de l'Eglise et que l'histoire montre que pasteurs et fidèles y ont recours uniquement pour maintenir intègre leur propre foi et rejeter l'ingérence d'organismes d'Etat dans ce qui touche l'intime de la vie de l'Eglise. Des développements positifs dans la situation présente de l'Eglise en Chine requièrent un changement d'attitude. C'est pour cela que Benoît XVI leur demande une nouvelle preuve de fidélité, en leur annonçant sa décision de révoquer toutes les facultés que le Saint-Siège leur avait concédées pour faire face à des temps particulièrement difficiles.

Aux évêques « officiels » légitimés par le Vatican, le pape leur ordonne d'en informer sans équivoque les prêtres et les fidèles pour éviter de graves problèmes de conscience et assurer une totale communion.

On ne pourra sans doute vraiment évaluer toute la portée du message de Benoît XVI que d'ici quelques années, mais son importance historique me semble déjà assurée. A l'Eglise de Chine, la lettre offre les directives pastorales dont elle avait grand besoin pour achever sa réconciliation interne. Au gouvernement chinois, elle renouvelle l'offre de dialogue, tout en indiquant clairement ce qui n'est pas discutable et ce qui l'est.

Signes prometteurs

La réaction du gouvernement chinois a été mitigée et la porte reste ouverte. Des tentatives de dialogue sont en cours, les unes très privées et d'autres plus médiatisées comme les visites, l'an passé, du cardinal vietnamien en septembre et du cardinal écossais en octobre.

Aux plus hauts échelons du parti communiste, on semble moins intransigent et on reconnaît que la religion ne peut être ignorée et encore moins éradiquée. La constitution du Parti, révisée

lors du congrès national d'octobre dernier, mentionne pour la première fois le mot « religion » et la nécessité de rallier les adeptes de religions à la cause du développement économique et social du pays.

Le 18 décembre 2007, la deuxième réunion plénière du Politburo depuis le congrès a été consacrée à une session d'étude sur la religion durant laquelle l'attitude traditionnellement antireligieuse de l'idéologie officielle a été mise au rancart. Hu Jintao y a parlé du rôle positif que la religion joue dans la construction d'une société harmonieuse et de la nécessité pour le Parti d'en tenir compte.

Mais tout aussi importants sont les signes concrets de coopération et d'entente. Entre Pentecôte et Noël 2007, cinq ordinations épiscopales ont eu lieu, toutes avec l'approbation du Vatican et du gouvernement chinois, dans les diocèses de Guizhou, Beijing, Guangzhou Yichang et Ningxia. Voilà de quoi faire de 2007 une année marquante pour la réconciliation au sein de l'Eglise de Chine, la place de la religion dans la société chinoise et la reprise d'un dialogue constructif entre le gouvernement chinois et le Vatican.

L'Eglise catholique de Chine en ce début d'année 2008 compte plus de 15 millions d'adeptes.⁴

J.-P. W.

Consultez
notre site Internet !

www.choisir.ch

ses éditos
ses brèves actualités
ses dossiers
ses archives

4 • Selon des statistiques avancées par l'agence *Fides*, plus de 13 000 baptêmes ont été célébrés lors de la Veillée pascale 2008 en Chine, contre 8000 en 2007 (sur une population de 1,3 milliard). (n.d.l.r.)

La révolution religieuse de « 68 »

●●● **Roland J. Campiche**, Lausanne
Théologien et sociologue, président
de l'Université du 3^e âge du Canton de Vaud¹

Le discours du jour est à dénigrer « 68 »²: globalement (un attrape-nigaud sans lendemain) ou partiellement (un échec politique). Dans la foulée, d'aucuns demandent l'abandon des valeurs de « 68 » et surtout un retour de l'autorité. Mais, comme on le voit en France, les vœux du président ne correspondent pas exactement à la voix du peuple. Ces propos négatifs m'inspirent peu car soit ils claonnent une revanche : *c'était mieux avant, oui mais avant quoi exactement ?* soit ils proclament le triomphe d'une nouvelle idéologie : *ah oui, le libéralisme intégral, c'est vraiment le pied !* soit ils voudraient régler une fois pour toutes le sort des idéologies de gauche et sur ce point je souhaite à ces contempteurs bien du plaisir. Car à relire les récits du seul Mai 68 français, j'avoue que je m'y perds dans le dédale des communistes orthodoxes, des stalinien bon teint, des trotskistes, des maïistes à la mode, des situationnistes, des anarchistes, du PSU et même des

socialistes... C'est presque aussi complexe que l'analyse du « mille-feuilles protestant ». A cela s'ajoute que réduire « 68 » au gauchisme, c'est le travestir ! Du reste, la révolution des années '60 ne peut être ramenée aux seuls événements de Mai 68. Elle se comprend en découpant une période plus large et en la situant dans le grand chambardement de l'après 39-45, préalable au phénomène de mondialisation qui caractérise notre temps. Le pavé 68 *une histoire collective (1962-1981)* qui vient de paraître³ rappelle opportunément ces deux conditions pour ne pas réduire l'événement « 68 » à des combats de rues locaux et à une affaire franco-française.

L'implication du religieux

La lutte pour les droits civiques aux Etats-Unis et peu après, dans la continuité, celle qui va mobiliser les Américains ainsi que les jeunes des pays occidentaux et du Japon contre la guerre du Vietnam constituent deux éléments moteurs de la mise en question des valeurs qui est au cœur de « 68 ».

J'étudiais en 1964-1965 la sociologie à l'Université de Chicago. Quelle ne fut pas ma stupéfaction, qui s'est muée ensuite en admiration, à voir mes camarades, en particulier ceux de la Divinity School, s'enfiler dans des voitures brin-

Quelles furent les origines et la portée de la révolution des années '60 et quelles traces a-t-elle laissées ? Roland Campiche pose des balises propres à éclairer les raisons et les conséquences d'une de ses dimensions, son aspect religieux.

1 • Roland J. Campiche a enseigné la sociologie des religions à l'Université de Lausanne de 1970 à 2001 et a créé le Bureau romand de l'Institut d'éthique sociale des Eglises protestantes ainsi que l'Observatoire des religions en Suisse. (n.d.l.r.)

2 • J'utilise ce raccourci pour désigner la révolution des années '60.

3 • Sous la direction de **Philippe Artières** et **Michelle Zancarini-Fournel**, La Découverte, Paris 2008, 848 p.

quebalantes pour parcourir la longue route jusqu'en Alabama et participer à la marche de Selma pour les droits civiques. J'ai découvert alors l'implication militante du religieux dans le politique, mais aussi sa naïveté. Quelque temps plus tard, en effet, ces mêmes étudiants rencontraient le président Johnson dans le Bureau ovale et se laissaient dire que la guerre du Vietnam allait rapidement se terminer. Ils ont vite déchanté et rejoint les protestataires qui, un peu partout dans le monde et pas seulement à Paris, ont crié leur indignation face à cette violence incontrôlée et, l'histoire l'a montré, inutile.

Je donne ces deux exemples juste pour faire remarquer que la religion n'est pas absente des grandes convulsions qui ont marqué les années 1960. On associe, en effet, « 68 » à la mort de la religion en répétant le slogan : « Ni Dieu, ni Maître ». On a usé et abusé du terme de sécularisation pour signifier cette disparition, sans discerner (mais le pouvait-on ?) que la religion était en train de muter profondément. Je ne suis d'ailleurs pas sûr qu'on le perçoive vraiment quarante ans plus tard.

Une anecdote pour le signaler : dans le pavé cité plus haut, on remarque à la page 18, qu'en 1964 la CFTC perd son 2^e C=chrétien pour devenir la Confédération démocratique du travail (CFDT) et partant une « nouvelle gauche » sensible aux évolutions de la société contemporaine. A la page suivante, on relève le retard de la France d'alors en matière de planning familial en raison, entre autres, de l'opposition de l'Eglise catholique à toute évolution des mœurs ! Le côtoiement de ces deux observations ne provoque aucun commentaire !

On a là pourtant une illustration du phénomène en germe de « dualisation » de la religion, terme dont je me servirai plus

tard pour fournir une explication contingente du changement religieux initié dans les années '60.⁴

Le rejet du « prêt à croire »

La mise en question des valeurs établies me paraît former, en ce qui concerne la religion, l'apport majeur de « 68 ». La réduire à une acné juvénile n'est qu'une parodie d'explication. Elle véhicule beaucoup de mépris pour une aspiration idéaliste à un monde fondé sur une conception différente des rapports sociaux. La réponse du ministre François Missoffe à l'interpellation de Cohn-Bendit lui reprochant de ne pas faire place à la question de la sexualité dans son *Livre blanc sur la jeunesse*, lors de l'inauguration de la piscine de l'Université de Nanterre en janvier 1968, est caractéristique de cette attitude : il lui propose de piquer une tête dans l'eau pour se calmer !

La critique radicale de l'autorité apparaît comme le symbole de « 68 ». Sur le plan religieux, elle se manifeste par le rejet du « prêt à croire » transmis par les Eglises et par un changement significatif des relations clercs-laïcs. Pour avoir fréquenté durant plus de 40 ans les salles de rédaction et les studios de radio ou de TV, je ne compte pas le nombre de plaintes entendues à propos du catéchisme ou de l'autoritarisme du prêtre/pasteur qui le dispensait.

A titre anecdotique, puisqu'il n'existe pas, à ma connaissance, de véritable analyse historique de ce que « 68 » a fait à la religion en Suisse ou à la Suisse

4 • Roland J. Campiche, *Les deux visages de la religion, fascination et désenchantement*, Labor et Fides, Genève 2004, 408 p.

tout court,⁵ rappelons le refus collectif et public de la confirmation par quelques catéchumènes de Châtelaine en 1965 et la révolte des étudiants en théologie de Genève qui obtinrent, en novembre 1967, la mise à la porte d'un de leur professeur... qui revint d'ailleurs peu après par la fenêtre ! La multiplication de groupes de réflexion ou d'action dans lequel le clerc joue éventuellement un rôle de conseiller, mais pas de leader, constitue un autre exemple de la déconstruction de l'autorité religieuse, au plan local tout au moins !

Le concept barbare de « désinstitutionnalisation » de la religion, mieux que celui de sécularisation trop idéologisé ou de privatisation pas assez étayé sociologiquement, rend bien compte de ce que « 68 » a fait à la religion occidentale chrétienne.

La prise de distance avec une institution qui, comme nombre d'autres, perd alors de sa superbe ne signifie cependant pas la mort de la religion annoncée un peu hâtivement. Certes, avec la mise en cause de l'autorité patriarcale, c'est aussi l'autorité absolue d'un Dieu « Père fouettard » qui est balayée. Mais le rejet d'une religion qui s'en est suivi n'équivaut pas à la sortie souvent proclamée de celle-ci.

La question du sens, un domaine où les Suisses attendent encore aujourd'hui des propositions des Eglises, conserve

toute son actualité, en dépit ou plutôt à cause du bousculement des valeurs. C'est ainsi qu'une nouvelle figure de Dieu est apparue, le Dieu père et mère. Son expression plus soft « la puissance supérieure » gagne du terrain et, sous l'impact de l'individualisation, le « Dieu en nous », qui peut dériver en « Dieu, c'est moi », s'impose aussi à l'attention.

Souplesse

Le rapport à la vérité et sa gestion se trouvent bouleversés par cette nouvelle donne. Affirmer qu'on possède la vérité entre en conflit avec la culture « 68 » qui relativise et désacralise les « certitudes ». En revanche, cette culture valorise la recherche et l'ouverture. L'évolution signalée explique le succès discret d'une pédagogie d'accompagnement en catéchèse ou celui des divers groupes de partage à l'intérieur ou à l'extérieur des organisations ecclésiastiques.

« 68 » ne s'épuise pas dans la perte de crédibilité des institutions. La résistance à la guerre du Vietnam a donné un coup de fouet aux mouvements pacifistes. Un seul exemple. La lutte pour donner un statut aux objecteurs de conscience, initiée par le pasteur Paul Cérésolle au début du XX^e siècle, reprend très fort en Suisse dès les années '70. C'est l'occasion de signaler que dans la période des années '70 à '90, les Eglises ont été très présentes sur la scène politique,⁶ contredisant une analyse de la religion mettant en avant sa seule privatisation.

La libération de la parole entraînée par « 68 » a préparé le terrain pour la chute d'une série de tabous. La plus spectaculaire touche évidemment la sexualité et l'évolution des relations hommes-femmes. Sachant l'importance donnée au contrôle des corps par les Eglises, en particulier la catholique romaine, on

5 • Il y a bien sûr des exceptions. On lira avec intérêt l'article d'Olivier Pavillon, « La nouvelle gauche en Suisse romande, des années '60 au milieu des années '80 : un essai de mise en perspective », in *Les cahiers d'histoire du monde ouvrier. Contestations et mouvements 1960-1980*, n° 21, D'en bas, Lausanne 2005, pp. 7-30.

6 • Cette présence a été essentiellement nourrie par la Commission nationale Justice et Paix du côté catholique romain et par l'Institut d'éthique sociale de la Fédération des Eglises protestantes de Suisse du côté réformé.

peut mesurer tout le poids du changement impliqué dans le phénomène de « désinstitutionnalisation ».

Un monopole s'est écroulé, laissant la scène ouverte pour des tentatives nouvelles de symbolisation, encore timides, mais réelles : liturgies pour divorcés, pour couples homosexuels... et des pratiques libérales : accueil sans discrimination des couples de compagnons, distribution de l'eucharistie aux divorcés, au plan local tout au moins. Ce changement entraîne une modification du lien à l'organisation religieuse ; un lien souple et facultatif s'instaure, dont on ne mesure pas encore toutes les conséquences pour les Eglises.

De toutes les transformations des mœurs induites par « 68 », celle concernant les femmes me paraît la plus significative. Le *Women's Lib* a cassé le lien particulier de dépendance des femmes à l'institution religieuse, ouvrant la voie à de nouveaux modes de partage homme-femme sur le plan religieux. Ils sont encore loin d'avoir déployé tous leurs effets. En relation avec l'évolution de leur statut, en particulier dans le domaine professionnel, les femmes sont à la recherche de valeurs et de réponses nouvelles par rapport à leurs problèmes quotidiens. Elles s'avèrent plus intéressées que les hommes par l'offre de nouvelles religiosités et contribuent ainsi à l'ouverture et à la pluralisation du champ religieux.

Nouvelle scène religieuse

L'allusion à la pluralisation de la religion laisse entendre que l'hétérogénéité de cette scène s'accroît. On peut toutefois en rendre compte de façon synthétique sur la base des données recueillies sur le terrain en avançant sa « dualisation ».

En effet, autour des Eglises chrétiennes, à l'influence déclinante, s'est constitué un *pôle institutionnel* de la religion. Il répond aux standards classiques : pratique dominicale, référence au christianisme, appartenance paroissiale, conception de la religion comme affaire publique. A l'autre bout du continuum, on trouve un pôle universel caractérisé aussi par des standards : reconnaissance d'une transcendance, référence aux droits humains, pratique de la prière, représentation de la religion comme affaire privée.

Si les tenants du *pôle institutionnel* admettent aussi les standards du *pôle universel*, l'inverse n'est pas vrai. Sur le continuum, on voyage en fonction des aléas de la vie. Ce constat permet de saisir qu'une partie, bientôt majoritaire, de la population suisse n'exprime pas ses convictions en s'inscrivant dans la tradition chrétienne. Elle n'en a pas pour autant largué la religion. En effet, seule une minorité nie l'existence d'un Dieu.

Sans analyse globale du contexte des années '60, on ne peut guère comprendre le changement religieux. Les deux visages de la religion trouvent leurs racines dans ces années-là. « 68 » n'a probablement pas répondu aux aspirations de rénovation sociale et politique de la génération qui l'a animé. Il a, en revanche, considérablement modifié le paysage des mœurs et de la culture, tout en laissant passablement de questions ouvertes. Les Eglises ont peut-être là un défi à relever et pourraient prendre le relais d'un espoir étouffé.

Une condition importante leur est posée : proposer des voies et moyens qui soient *sachgerecht*, comme le disait l'éthicien zurichois Arthur Rich, c'est-à-dire qui respectent la réalité !

R. J. C.

Consultez la bibliographie « Mai 68 », rubrique « dossier » www.cedofor.ch

L'héritage trouble de Mai 68

●●● **Christophe Büchi**, Lausanne
Journaliste

Il fallait s'y attendre. Les quarante ans de Mai 68 - comme auparavant ses dix, vingt et trente ans - nous valent une déferlante d'émissions de radio et de télévision, d'articles de journaux, de pamphlets, de témoignages, de publications de toutes sortes et de qualité inégale. Que voulez-vous ! Le marché du livre et du papier imprimé, et les médias en général, n'allaient tout de même pas laisser passer pareille aubaine.

Fait remarquable, le phénomène est tout aussi français qu'allemand, aussi romand qu'alémanique. Car si Mai 68 est d'abord une référence franco-française, elle est devenue une date symbole internationale qui fait autorité. Peut-être parce que la référence au mois de mai - mois de Marie et de l'amour - lui confère un doux parfum de printemps et de temps des cerises.

Un bon nombre d'analyses et de publications sont le fait d'anciens combattants, de leaders et porte-parole de la contestation. Ils s'adonnent d'autant plus volontiers à l'exercice de la rétrospection, qu'ils sont aujourd'hui en fin de carrière ou déjà à la retraite, s'approchant ainsi de cette phase de la vie où l'on se tourne avec délectation nostalgique vers le temps où l'on a été jeune, beau, bien-portant et plein d'espairs - et plein d'illusions. Et puis, comme les anciens soixante-huitards ont depuis longtemps réussi leur marche à travers les

institutions médiatiques et culturelles où ils ont leurs entrées, la grand-messe de l'auto-célébration est inévitable.

Alors, avec le narcissisme qui caractérise certains soixante-huitards, ces derniers nous livrent leurs souvenirs émus du temps héroïque où, petits David aux lance-pierres, ils affrontaient profs, flics et autres monstres survivants des temps préhistoriques. Ah, la belle époque des barricades, de l'amour libre et de l'insouciance où l'on ne connaissait ni chômage ni sida ! C'est d'ailleurs amusant de constater que ceux-là mêmes qui naguère s'étaient moqués de leurs pères quand ces derniers évoquaient la guerre et la *mob*, découvrent aujourd'hui les délices des commémorations et de l'évocation d'anciens faits d'armes.

La contestation contestée

Mais il y a aussi les anti-68, qui voient dans Mai 68 l'origine de la décadence, la cause de tout ce qui ne va pas dans la société : la montée de la criminalité, les incivilités, la crise de l'enseignement, le laxisme généralisé, etc. Et puis, il y a les repentis, ceux et celles qui en profitent pour régler leurs comptes avec *l'esprit de Mai* ou pour étaler au grand jour leur chemin de conversion. Et qui sont parfois aussi excessifs en dénonçant les idéaux de leur jeunesse, qu'ils avaient

Né en 1952, notre collaborateur Christophe Büchi, correspondant en Suisse romande de la « Neue Zürcher Zeitung » (NZZ), livre à l'occasion des 40 ans de Mai 68, une analyse personnelle du mouvement ambivalent des années '60 qui a marqué sa génération. « L'esprit 68 » est de fait encore le référent de bien des débats idéologiques.

été radicaux lorsqu'ils les défendaient. 1968 plus que jamais divise. Et le débat n'est pas seulement académique, car derrière les prises de position pour ou contre, se cachent des enjeux fort actuels. D'un côté, on trouve ceux qui voient dans la défense de 1968 un moyen d'affirmer haut et fort des valeurs comme la solidarité, l'égalité des chances, la défense des classes défavorisées. Et de l'autre, il y a ceux qui attaquent l'esprit de Mai afin de préparer un retour à l'ordre et aux vieilles valeurs *famille, propriété, patrie, travail*.

En France, le président Nicolas Sarkozy a été élu en 2007 sur un programme censé expressément rompre avec l'esprit de 68. En Suisse, certes, le débat idéologique n'a pas la même vigueur. Mais ici aussi, pas de débat sur l'école ou la criminalité juvénile sans dénonciation des *méfais de 68*. Ces dernières années, l'UDC de M. Blocher en a même fait son fond de commerce.

La dénonciation cependant n'est de loin pas le monopole de la droite dure. De plus en plus, Mai 68 fait l'objet d'une critique de gauche. Le « libertarisme » de 1968 a mené tout droit à l'ultralibéralisme consumériste, en libérant le Moi de toute entrave : telle est le leitmotiv de cette critique.

Se déclarer pour ou contre 1968 est devenu une profession de foi politique. D'ailleurs, cette bataille idéologique n'épargne pas même l'Eglise. Dans le monde catholique, un affrontement, qui prend parfois les contours d'un conflit de générations, oppose ceux qui défendent l'héritage des années '60 - symbolisé par *l'aggiornamento* cher au pape Jean XXIII et par le concile Vatican II - et ceux et celles qui prétendent rompre avec cet héritage, apparemment responsable de tous les maux de notre Eglise : désaffection des fidèles, délitement de la liturgie, manque de vocations.

Alors, plus que jamais, la question se pose : 1968, bienfait ou méfait ? souffle régénérateur ou iconoclasme inculte et ère de destruction ?

« Global » avant la lettre

Hélas ! la réponse n'est pas simple, à cause du caractère protéiforme et international de ce mouvement. En effet, les termes Mai 68 ou 1968 ne sont qu'un raccourci, des synonymes de ce qu'on appelle parfois *le mouvement de contestation* des années '60.

Ce mouvement, et c'est l'une de ses premières caractéristiques, était mondial. Il s'est manifesté aux Etats-Unis, en Europe, mais aussi en Amérique latine et en Asie, dans le monde « libre » comme dans le monde communiste. Il eut des répercussions au Japon, tout comme dans les pays d'Europe de l'Est, notamment en Pologne et lors du Printemps de Prague. Ces manifestations présentaient des points communs, mais aussi des spécificités selon les pays et les circonstances.

Ce tsunami démarra aux Etats-Unis, au début des années '60. Il trouva son point de départ dans le mouvement contre la ségrégation des Noirs et contre la guerre du Vietnam. Très vite, les revendications politiques se doublèrent d'un nouveau style de vie : les jeunes ne voulaient pas seulement changer le monde mais surtout vivre autrement. Cette « contre-culture » hippie, qui allait se développer d'abord sur la côte ouest des Etats-Unis, était un amalgame d'aspirations fort différentes. Les uns voulaient vivre d'air, d'amour et de petites graines, les autres suivre la devise *sex, drugs and rock'n roll*. D'autres s'engageaient dans des *ashrams* bouddhistes. D'autres encore s'essayaient à l'« élargissement de la conscience » grâce aux

drogues, notamment le LSD, substance développée à des fins thérapeutiques dans l'industrie pharmaceutique de Bâle. On retrouvait cette double face du mouvement (d'un côté mouvance politique, de l'autre contre-culture de jeunes) également en Europe, où il trouva bientôt ses continuateurs. A Amsterdam, une tribu de hippies indigènes appelée *provos* cultivait la provocation, la fumette et la fumisterie, alors qu'en Allemagne, comme si souvent, le mouvement prit un tour bien plus sérieux et plus grave. Les jeunes étudiants et étudiantes qui semaient la pagaille dans les universités allemandes, notamment à Berlin et à Francfort, reprochaient aux institutions de la République fédérale de ne pas avoir véritablement rompu avec les vieilles élites du nazisme. En juin 1967, lors d'une manifestation à Berlin contre la visite du shah d'Iran en RFA, un étudiant contestataire fut tué par un policier ; le nom de l'étudiant, Benno Ohnesorg (ce qui se traduit par *sans souci*), semblait de l'ironie macabre. Après ce « martyr », le mouvement se radicalisa rapidement. L'agitation dans les universités fut bientôt telle, qu'elle effraya même des intellectuels « ouverts », comme le philosophe Theodor Adorno ou le théologien Joseph Ratzinger. Des connaisseurs pensent que si le futur pape Benoît XVI s'est tourné vers des positions de plus en plus conservatrices, cette évolution trouve son origine dans ce traumatisme. Ce fut pourtant en France que le mouvement connut, en mai 68, son éruption la plus spectaculaire. Mais répétons-le : il faut se garder de faire une lecture franco-française de ces événements. Le mouvement de contestation des années '60 était un phénomène globalisé avant la lettre. Partout sur la terre, des agités et des agitateurs voulaient changer le monde et changer de monde.

Et les effets ?

Quels ont été les effets de 1968, respectivement de toute cette vague de contestation qu'on identifie avec cette date symbole ? Sur le plan politique, le mouvement s'est vite essoufflé. En France, après quelques semaines d'affolement, les gaullistes sont revenus au pouvoir, plus forts qu'avant. En Italie, la Démocratie chrétienne s'est cramponnée au pouvoir. Ailleurs aussi, le « système » honni est resté fermement en place. L'éruption joyeuse et rageuse de 1968 resta... une éruption. Et puis, peu de temps après, le climat social se mit à changer. En 1974, le monde entrait dans la récession et la crise économique. La récré était terminée.

Est-ce dire que Mai 68 est resté sans effet ? Certes non. Que le monde a changé depuis ! Mais il est bien difficile de dire dans quelle mesure le mouvement de 1968 y a contribué. En réalité, nous l'avons dit, 1968 a été un phénomène hétéroclite, à la fois pacifique et violent, anti-militaire et militant. Y participaient des fils et des filles à papa, des rejetons de classes moyennes, tout comme des enfants des milieux populaires accédant à l'enseignement supérieur. On y trouvait le pacifiste végétarien, comme le militant lanceur de cocktails Molotov ; le fumeur de joints rêveur et l'intellectuel beau parleur.

Pour cette raison, la contestation a pu mener dans deux directions diamétralement opposées : d'une part, vers un pacifisme parfois un peu angélique, irénique, et d'autre part, vers la violence, voire le terrorisme, comme ce fut notamment le cas en Allemagne (avec la bande de Baader-Meinhof) et en Italie (avec les Brigades rouges).

Il est vrai que ce mouvement était porté par quelques valeurs de base : défense des opprimés et des minorités, « libéralisme » et anti-autoritarisme. Ses adeptes voulaient défendre les petits et les faibles : les minorités ethniques, les femmes, les enfants, les homosexuels, les malades, les animaux et en général la nature. *L'esprit de 1968* peut se résumer par un ensemble de -ismes : anti-autoritarisme, féminisme, tiers-mondisme, etc. Mais l'imprécision de ces notions saute aux yeux. Et en effet, nous l'avons dit, cet élan faisait se rejoindre les extrêmes. Il était à la fois collectiviste (« collectif » était d'ailleurs un des termes fétiches de ces années-là) et individualiste. Il était mystique et matérialiste. Il était libertin et moraliste. Les soixante-huitards remettaient tout en question, sauf leurs certitudes, fussent-elles des plus douteuses (stalinisme, maoïsme, etc.). En d'autres termes, les soixante-huitards voulaient tout. Et son contraire.

Un bilan mitigé

Parce que 1968 ne recouvre pas une réalité univoque, cela n'a pas beaucoup de sens d'être « pour ou contre 68 ». Pour la même raison, la question de savoir si 1968 fut bénéfique ou au contraire maléfique ne peut réellement être tranchée. On peut pourtant essayer de donner quelques appréciations subjectives. Personnellement, il me semble que 1968 a eu certains effets positifs. La défense des petits, par exemple, n'est-elle pas - quel que soit le caractère flou de cette notion - une valeur chrétienne de base ? Ne rappelle-t-elle pas cette « option pour les pauvres » qu'on trouve dans les Béatitudes ? Autre exemple, la « réhabilitation » de la sexualité, donc de l'amour « incarné », n'est-elle pas un bon message, à condition de ne pas le confondre

avec l'appel à une sensualité dépersonnalisée ? Le pacifisme un peu naïf, mais souvent sincère, qui s'exprimait dans le slogan *Faites l'amour, pas la guerre !* est, lui aussi, plutôt sympathique.

Mais indéniablement, l'esprit de 68 a aussi eu des côtés néfastes. Il a parfois abouti à un moralisme rigoriste, pédant et hypocrite (le fameux *politiquement correcte*), à un anti-autoritarisme primaire, à une sorte de dérision universelle, au nihilisme jouisseur. Et que dire de la logorrhée révolutionnaire et marxisante de ses tracts et « mots d'ordre » ? Et comment nier que le refus radical de prendre en compte le passé et tout simplement la réalité, que le mépris envers les générations précédentes ont contribué à la crise de civilisation que connaît la société occidentale ?

Mais il faut se garder d'imputer à Mai 68 toutes les perversions de la société actuelle et d'idéaliser le *statu quo ante*. L'école à grand-papa n'était pas aussi bonne qu'on le dit parfois, et l'Eglise d'avant les années '60 aussi solidement charpentée que les nostalgiques veulent bien penser. Au contraire : l'Eglise, comme toute la société, avait besoin d'un sacré *aggiornamento*.

Finalement, que dire ? J'aime bien la réponse du Père Jean-Marie Petitclerc, éducateur spécialisé et prêtre salésien de Don Bosco : « Que répondre à la question "le souffle de Mai 68 a-t-il été bénéfique ?" Vous me permettez de me réfugier dans la sagesse normande du *pt'êt ben qu'oui, pt'êt ben qu'non !* »¹ On ne saurait être beaucoup plus clair.

Chr. B.

1 • In (sous la direction de) **Matthieu Grimplet** et **Chantal Delsol**, *Liquidier Mai 68 ?* Presses de la Renaissance, Paris 2008, p. 65.

« L'évaporation » de l'homme

●●● **Jean Gabard**, Maclas (France)
Enseignant d'histoire et de géographie¹

Simone de Beauvoir l'avait écrit pour les femmes, mais c'est peut-être encore plus vrai pour les hommes : « On ne naît pas homme, on le devient. » Tout enfant, garçon ou fille, semble s'identifier d'abord à sa maman, à celle qui l'a porté neuf mois et avec laquelle il forme une dyade nécessaire dans les premiers jours de la vie.

En grandissant, la fille, née d'un ventre du même sexe, reste dans la fusion et peut continuer à suivre son modèle premier et à se sentir toute-puissante comme elle. Le petit garçon, au contraire, pour devenir un homme, est obligé de renoncer au modèle qu'il idolâtre. Cette castration primaire est terrible. Il doit la refouler pour pouvoir la supporter et se construire autrement. Ce sont ces rapports à la maman et à la toute-puissance fantasmatique qui entraîneraient une structuration du psychisme différente chez le garçon et la fille, et ceci quelle que soit la culture dans laquelle il est plongé. C'est ainsi que pris entre sa fascination pour la maman et l'obligation de regarder ailleurs, le garçon a des difficultés à savoir ce que c'est qu'être un homme.

L'histoire nous montre un homme qui, pour compenser la toute-puissance fantasmatique perdue, a mis en place, depuis le Néolithique, des sociétés patriarcales fondées sur la domination incontestée des pères et donc des hommes sur les femmes. Cette autorité a commencé à être réfutée vers le XV^e siècle, quand son origine divine a été remise en cause par les protestants et les humanistes. Ceci a amené le siècle des Lumières, puis la Révolution. La marche vers la démocratie s'est ensuite faite lentement mais inexorablement, pour aboutir, après la révolution culturelle des années '60-70, à une égalité en droits entre les hommes et les femmes, au moins dans les textes.

Malaise de l'homme nouveau

Aujourd'hui, la nouvelle vision du monde - que nous pouvons appeler féministe dans la mesure où elle s'oppose en tous points à l'idéologie « machiste » - devient majoritaire. Cependant, comme dans toute réaction, des dérives apparaissent. La vision du monde féministe devient chez certains une idéologie qui, pour s'opposer au sexisme et à l'autoritarisme de la société patriarcale traditionnelle, prône une égalité en droits et une liberté qui ont tendance à se transformer en droit à l'égalité et en toute-puissance.

Les hommes s'adaptent difficilement à l'évolution de la société découlant de l'égalité en droits des sexes, affirme Jean Gabard. Les mâles dominants ne veulent pas perdre leurs prérogatives, et les hommes « modernes », qui n'hésitent pas à soutenir les féministes, ne semblent pas plus à l'aise. « Le vieil homme est mort » mais les hommes en mutation ne savent pas pour autant comment « être » : ils ne sont plus solides et se liquéfient devant les injonctions nouvelles et parfois contradictoires. Dans la société et dans la famille, en définitive, ils s'évaporent...

1 • Auteur de : *Le féminisme et ses dérives. Du mâle dominant au père contesté*, éd. de Paris, Paris 2006, <http://www.jeangabard.com>. (n.d.l.r.)

L'égalitarisme se traduit notamment par une nouvelle négation de la différence des sexes. Pour remédier à la difficulté d'assumer la différence de structuration du psychisme, des théoriciens du genre avancent que les différences ne peuvent être que la conséquence d'une construction sociale sexiste. Ils demandent aux hommes et aux femmes de « lâcher prise » et de développer leur masculinité et leur féminité « originelles » qu'ils possèderaient à part égale.

Cependant, les qualités autrefois vénérées chez les hommes : la froideur, la rigueur, la distance, la droiture, la fermeté, la violence... sont dévalorisées, et leurs opposés : la sensibilité, la spontanéité, la proximité, la complicité, l'écoute, la compassion, la flexibilité, la non-violence... sont idéalisés.

Alors que la femme était considérée comme un homme incomplet, l'homme est aujourd'hui diabolisé. Culpabilisé, il a même un devoir de repentance d'appartenir à la race des hommes et presque une obligation de soin pour rattraper le retard qu'il conserverait sur la femme dans « sa réalisation intérieure ».

Pour atteindre un « androgyne » utopique, il lui est prescrit de prendre exemple sur la femme. Notre « homme nouveau » écume alors les stages et les thérapies pour apprendre à « être soi-même », mais n'arrive pas pour autant à « se sentir bien dans ses baskets » et à plus forte raison dans des talons hauts !

Confusions

Les hommes ont toujours eu peur de la femme fatale, et par crainte de n'arriver à la gérer, ont fatalement cherché à la maîtriser. Avec la remise en cause de l'origine divine de leurs pouvoirs, ils en ont perdu la légitimité et petit à petit l'exclusivité.

Aujourd'hui, si la concurrence les oblige à se battre davantage, ils ne redoutent pas pour autant l'égalité en droits. Au contraire, le pouvoir forcément limité qu'acquiert la femme, la fait descendre de son piédestal imaginaire et rejoindre une réalité qu'ils connaissent et savent affronter. Ils craignent par contre beaucoup plus qu'avant sa toute-puissance fantasmagorique fascinante et effrayante, car ils n'ont plus les moyens de la contrôler. En effet, au nom de la liberté, la féminité autrefois verrouillée a été libérée et peut s'étaler au grand jour sans aucune retenue.

De nombreuses règles appliquées de façon sexiste ont été supprimées. Ainsi, au nom d'une politique du « tout sauf le tchador », des femmes exposent les emblèmes vivants de leur féminité. Non seulement, selon leurs tenues, n'accordent-elles plus aux hommes le temps de les déshabiller du regard, mais elles peuvent même leur demander de se comporter en pur esprit. Pour ne pas être accusés de « proposition sexuelle non voulue », c'est-à-dire de harcèlement sexuel, il leur est demandé de



n'avoir plus que des *désirs flottants*. Alors que la sexualité des femmes est libérée, ils doivent, eux, s'en libérer ! Autre exemple de la confusion entre liberté et toute-puissance : la violence dont peuvent être victimes les hommes de la part de femmes. Ils peuvent, certes, être victimes de la brutalité physique des femmes, mais de la même façon que l'arrivée au pouvoir des femmes les replace, dans le regard des hommes, dans un domaine réel et connu d'eux, les claques qu'elles donnent sous l'emprise de la colère les rabaisent à un niveau qu'ils maîtrisent. Il n'en est pas de même des mots, des insultes envoyés avec froideur et mépris, qui terrifient les hommes, « bêtement » humains. Ces agressions verbales réactives la blessure de la castration primaire, les renvoient à leur impuissance et à leur incertitude identitaire. De même qu'ils ont refoulé la première souffrance, ils ne sont souvent pas davantage prêts à reconnaître cette blessure psychique. Persuadés de la totale légitimité de cette utilisation de la liberté par les femmes et ne voyant aucune raison objective de s'écrouler, ils en ont honte. Comme beaucoup de victimes, ce sont eux qui culpabilisent. Ils entendent les remarques de leur adversaire sur leur fragilité comme une incitation à se faire soigner. Quant aux femmes, elles ne tiennent pas compte du fait qu'elles sont, dans l'imaginaire des hommes, des divinités fascinantes mais aussi totalement terrifiantes, et que la portée de l'injure n'est pas la même suivant qu'elle est proférée par une divinité ou par un humain !

Avec la nouvelle négation de la différence des sexes, la fragilité physique de la femme est de plus en plus prise en compte ; celle psychique de l'homme est niée et il est tenu de se calquer sur les qualités et les comportements de la

femme. S'il n'y arrive pas, il ne sera pas jugé inférieur - cette idée est devenue politiquement incorrecte - mais on lui conseillera de faire un travail « sur lui » pour « retrouver son être intérieur » dépouillé de toute éducation patriarcale ! Ce « gynocentrisme », qui considère l'homme attardé ou malade et donne la priorité aux valeurs féminines, n'est-il pas le pendant féminin du sexisme masculin, qui faisait des femmes des hommes imparfaits ?

La famille nouvelle

L'homme, mal à l'aise dans une société où la norme exige de déployer des qualités féminines, ne se sent pas non plus utile dans l'éducation des enfants. Certes, la famille moderne est une famille où l'autorité est devenue parentale : *l'autorité parentale appartient aux pères et aux mères*. Mais y a-t-il encore des pères et des mères ? En effet, comment sont posées les limites et surtout qui les pose ?

Le papa, qui a tendance à être moins fusionnel avec son enfant parce qu'il a « neuf mois de retard », est peut-être moins compréhensif. Il n'a cependant plus envie d'endosser le rôle répressif qui n'est jamais plaisant et qui a pris une connotation tout à fait négative. De plus, s'il se manifeste le premier, il risque de rappeler le macho qui décide seul, alors que la maman, faisant ce qu'avant elle n'avait pas le droit de faire, ne peut qu'apparaître libérée. Du reste ne préfère-t-elle pas remplir elle-même cette tâche désagréable ? Ne risque-t-elle pas autrement d'assister au spectacle encore plus désagréable de la réprimande donnée par quelqu'un d'autre à l'enfant qu'elle a mis au monde et qu'elle a toujours « naturellement » protégé ?

Pour toutes ces différentes raisons, c'est donc souvent la maman qui pose les limites et qui, sur de nombreux points, a le dernier mot, quand ce n'est pas aussi le premier.

Ce renversement de situation, accepté par l'homme, n'est cependant pas anodin pour l'enfant. Celui-ci a gardé de sa maman la vision d'une déesse omnipotente qui ne peut avoir mis au monde qu'un enfant roi. Il constate que sa maman n'écoute pas le papa, qu'elle décide seule et qu'elle semble ne manquer de rien ni de personne, que le papa peut donner de l'affection mais qu'il ne parle pas et, qu'apparemment, il ne mérite pas d'être entendu puisque la maman « référence » ne juge pas bon de lui donner la parole et de l'écouter.

Alors que le but de l'éducation devrait être d'apprendre à l'enfant à assumer la castration, la maman reste pour lui une divinité toute-puissante, qu'il ne peut qu'imiter par peur de la perdre.

Ainsi l'homme partage le rôle d'aide maternelle et même s'il reste souvent moins performant que la maman, joue de mieux

en mieux son rôle affectif de papa. Cependant, parce qu'il ne la veut plus et/ou parce qu'on ne la lui donne plus, le père n'exerce plus la fonction d'autorité et apparaît, aux yeux des enfants, comme un subalterne. Souvent par lassitude, il démissionne ou est démissionné par une maman qui croit pouvoir se passer de lui. En n'exerçant plus la fonction de père, il a tendance à se replier, à se faire oublier, à se rendre invisible, à *s'évaporer* ! Avec toutes les conséquences que cela peut occasionner dans la perte des « re-pères », dans la « fabrication » d'enfants rois, d'enfants hors la loi...

Plus de sexes

Avec la négation de la différence des sexes, les femmes, qui ne sont pas non plus dans la fonction de mère, sont-elles gagnantes ? Rien de moins sûr ! Ne sont-elles pas de plus en plus nombreuses à regretter qu'il n'y ait plus d'hommes et plus de pères ? En niant le manque, la sexualité et donc l'amant, ces *Vierges Marie* ne risquent-elles pas de n'apparaître que sur le versant *maman* ou le versant *putain*, alors que c'est justement ce qu'elles voulaient éviter ? Plus vraiment de femme, plus vraiment d'homme !

Et si c'était plutôt un manque d'Humain ou d'Homme, avec un H majuscule ? Peut-être serait-il alors plus juste de parler non pas d'*évaporation de l'homme* mais de difficulté à naître !

J. G.

Une Suisse rebelle 1968-2008

au Musée historique de Lausanne
jusqu'au 10 août 2008

AUTOUR DE L'EXPOSITION :

Des rencontres-débats
les 18 et 22 mai, 8 et 12 juin
☎ ++41 21 315 41 01
www.lausanne.ch/mhl

Un cycle de films
à la Cinémathèque suisse
www.cinematheque.ch

Tragédies financières

De la nécessité de la morale

● ● ● **Etienne Perrot s.j.**, Genève
Economiste, professeur au Centre Sèvres
et à l'Institut catholique (Paris)

« Un savetier chantait du matin jusqu'au soir (...) Son voisin, au contraire, était tout cousu d'or, chantait peu, dormait moins encore. C'était un homme de finance. » Cette fable de La Fontaine reflète la tragédie financière. Le tragique de la finance ne naît pas d'un manque de compétence technique, il vient de l'absence de prudence qui exigerait que soit pris en compte l'environnement sociétal. En témoigne la plus récente des crises financières.

Prêter à des taux élevés sur la base non pas des revenus de l'emprunteur, mais de la valeur, supposée toujours croissante, de l'immeuble acheté, c'est jouer au jeu imprudent de la roulette russe : le prêteur sait parfaitement que les prix ne peuvent pas être toujours croissants, mais il pense pouvoir se dégager juste avant le krach, après avoir empoché une belle plus-value. C'est la situation du défi stupide des deux adolescents du film *La fureur de vivre* : James Dean et son challenger montent chacun dans une voiture volée ; ils roulent à tombeau ouvert en direction de la falaise ; le « perdant » est le premier qui abandonne son véhicule ; le « gagnant » est précipité dans l'abîme.

Tout aussi imprudent est le jeu qui consiste à mélanger des créances douteuses avec des bonnes, pour vendre le tout sous la forme de titres négociables. Sont ainsi répartis dans les banques du

monde entier et dans le public des titres dont il est difficile de connaître la valeur réelle.

Et est-il prudent de rémunérer un opérateur principalement par les bonus liés aux gains qu'il engrange ? Les gains étant généralement liés aux risques, l'opérateur (qui en cas de mauvaise spéculation ne perd que son bonus) est fortement incité à prendre des risques avec l'argent qui ne lui appartient pas.

La société est en droit d'attendre de la finance trois services : fournir la quantité d'argent nécessaire au commerce, permettre l'investissement dont la rentabilité ou l'utilité ne se révèle que plus tard, répartir les risques économiques entre ceux qui peuvent et veulent les prendre moyennant rémunération.

Pour ce faire, la prudence des opérateurs et la confiance des épargnants sont indispensables. Car la finance est une affaire de confiance : l'épargnant avance de l'argent contre la promesse d'un remboursement augmenté d'un surplus.

Certes, la confiance est renforcée par le génie politique des réglementations et par le contrôle des procédures, mais cela ne suffit pas, pas davantage que le secret bancaire, le cerveau des mathématiciens ou l'intuition des commerciaux chargés des transactions financières. Même appuyés sur l'expérience ou le charisme des partenaires, la science et son train sont incapables de faire naître

La crise financière déclenchée par l'affaire des subprimes a remis en avant un fait essentiel : la confiance est au cœur du fonctionnement de la finance. Elle repose sur des compétences techniques, des outils de régulation et surtout sur la morale.

tre la confiance, car la science ne connaît que les phénomènes répétitifs qui peuvent faire l'objet de comparaisons et de calculs statistiques. Elle ne peut rien dire et n'a aucun pouvoir de prédiction sur les événements singuliers dont relève la confiance. Il faut alors faire un pas de plus et rechercher le fondement de la confiance. Où chercher ce fondement ? Dans la morale !

Principe de précaution

Le directeur d'une banque française a prétendu un jour que les seules règles morales nécessaires au métier de banquier étaient contenues dans le Décalogue. Il aurait tout aussi bien pu citer la règle d'or du respect d'autrui. Mais il y a mieux à dire. La doctrine sociale de l'Église catholique romaine, par exemple, précise que pour être vraiment humaine, toute vie suppose la mise en œuvre de deux principes : la solidarité et la responsabilité personnelle.

La morale de la finance pourrait ainsi se résumer à un très vieux principe formulé en 1139 par le deuxième concile du Latran qui avait condamné l'usage de l'arbalète et des balistes. Pourquoi condamner l'arbalète et les balistes, et non pas l'épée, le sabre, l'arc, l'huile bouillante et la masse d'arme ? Tout simplement parce que les carreaux d'arbalètes et les rochers envoyés par les balistes allaient tellement loin, que les soldats ne pouvaient pas voir les conséquences de leurs gestes. Ne rien faire lorsque les dommages prévisibles ne sont pas circonscrits, tel était l'argument moral avancé. Cet argument est à la base du principe de précaution.

Ce principe émis au XII^e siècle permet de juger en morale certaines pratiques financières douteuses qui se répandent depuis une dizaine d'années. Un chef

de famille s'abstiendra de prendre des risques tels que, s'ils se réalisent, il soit contraint de vendre la maison familiale ou d'anéantir les économies indispensables à l'éducation de ses enfants. D'une manière analogue, un trésorier ou un responsable d'entreprise ne peut, en morale, prendre des risques financiers tels que, s'ils se réalisent, ils remettent en question l'objet social de l'entreprise.

Or l'objet social d'une banque consiste à financer l'économie, à faire circuler en continu les moyens de paiement et à répartir les risques économiques ; autant de services que le banquier ne peut plus fournir s'il a laissé ses collaborateurs engluier sa banque dans des crédits douteux.

Si l'on répond que le banquier n'a pas les moyens de contrôler et de limiter les risques financiers pris par ses collaborateurs qui utilisent des outils mathématiques trop difficiles à comprendre, le principe édicté en 1139 fournit la réponse : l'attitude morale rejoint le bon sens qui veut que l'on utilise non pas les techniques les plus puissantes, mais celles que l'on peut maîtriser. Le bon banquier doit donc avoir les qualités d'un bon philosophe ; il doit être « sec, clair et sans illusion ». ¹ Telles sont également les qualités morales requises pour l'épargnant responsable.

Ces qualités rappellent que la morale n'a rien à voir avec les idées fumeuses. Bien au contraire : « Travailler à bien penser, voilà le principe de la morale. » ² Mais comment « bien penser » en finance ?

1 • **Friedrich Nietzsche** citant **Stendhal**, 1885, *Par delà le bien et le mal*, Gallimard, Paris 1971, p. 63.

2 • **Blaise Pascal**, *Pensées*, n° 347 dans l'édition Brunschvicg, n° 183 dans l'édition Tourneur, Paris Cluny 1943, p. 124.

Les faux calculs

Le calcul et les mathématiques ne suffisent pas pour bien penser. N'importe qui est capable de faire des comparaisons chiffrées entre divers restaurants, ou encore de noter l'intensité graduelle de sa douleur dans la jambe. Mais chacun sait que tous ces chiffres ne rendent pas l'évaluation moins subjective. Les évaluations financières ne sont guère plus objectives. Certes des outils mathématiques permettent de mesurer les risques financiers par le moyen des calculs de probabilité. Mais ces calculs ne font que regarder en arrière ; ils s'appuient sur les variations constatées après-coup. Et les décisions prises pour l'avenir en fonction de ces constatations passées se révèlent dérisoires lorsque les circonstances changent et que les régularités statistiques disparaissent.

Pour comble d'incertitude, les relations mathématiques sur lesquelles s'appuient ces calculs de probabilité reposent sur des hypothèses économiques qui se révèlent parfois totalement fausses. Par exemple, sous la pression de l'idéologie libérale, les économistes posent comme une évidence qu'un produit - y compris un produit financier, par exemple une action, une obligation, une créance sur un débiteur ou encore une option d'achat d'action - trouvera toujours une contrepartie, c'est-à-dire un acheteur, pour peu que le prix s'adapte en conséquence. Or, lorsque la confiance disparaît, plus personne n'achète ou ne prête, même aux conditions les plus extravagantes. Le tragique de la finance est alors à son comble : dans les situations de crises, certaines banques sont tombées en faillite non point parce que leur rentabilité était mauvaise, mais tout simplement parce qu'aucune autre banque ne voulait leur prêter, même à très court terme. Pour éviter la panique bancaire - qui

risquerait de bloquer d'abord le crédit, puis le commerce et enfin toute activité économique - la Banque d'Angleterre, la Banque centrale américaine et d'autres encore ont dû largement approvisionner les banques en difficulté de trésorerie ; comme elles ont dû, naguère, courir au secours d'un système bancaire qui avait pris des risques irresponsables.

Trop de souplesse

Des crises financières qui ne devraient apparaître que tous les cent ans se manifestent désormais tous les dix ans environ. L'une des causes en est la souplesse du système. Cette souplesse, accentuée par les techniques informatiques et la rapidité des transmissions électroniques, est due à des décisions politiques prises voici trente ans.

Au nom de l'efficacité, les Etats ont supprimé bien des réglementations. Ce sont eux qui ont autorisé les institutions bancaires à pratiquer toutes les opérations financières connues, alors qu'auparavant le secteur bancaire était cloisonné entre banques d'affaires, banques de dépôt,

économie

*Sécuriser
en confiance
ses placements...*



banques d'escompte et sociétés d'assurances. Ce sont encore eux qui se sont déchargés du souci des taux de change fixes, reportant sur le marché la responsabilité de créer des outils de couverture contre les risques de change et de taux. Et la créativité en ce domaine fut sans limite. Ce sont encore les Etats qui ont aboli presque partout le contrôle des changes.³

Dans tout cela, ils ont trouvé leur intérêt, car ces déréglementations leur ont permis d'emprunter à moindre frais sur les marchés mondiaux et de couvrir plus facilement leurs déficits. Mais en cédant ainsi à la facilité, ils ont favorisé l'incertitude financière.

Pour s'en protéger, les financiers ont créé des nouveaux outils capables de circonscrire les risques : jadis les marchés organisés, avec leurs prix publics ; puis les marchés à terme ; plus récemment, le marché des options et toutes les combinaisons infinies entre ces divers outils.

L'opacité du système en a été augmentée, et avec le désir de trouver une parade : cela fut la liquidité des produits, c'est-à-dire la possibilité de vendre le produit financier dès qu'un doute émerge sur sa rentabilité future. Du coup, ce qui était l'épine dorsale de la finance, la relation confiante et durable entre un prêteur et un investisseur, cède de plus en plus la place à la transaction compulsive, répétée autant de fois que change l'opinion versatile. Les banques y trouvent leur compte en faisant payer les commissions sur les transactions. L'Etat également en taxant les transactions.

Pour une finance moins tragique, la morale exige donc « d'instaurer dans tous les domaines de la vie économique et financière des incitations à la durée, de manière à freiner, voire inverser, la destruction des relations ».⁴

Science et conscience

En conclusion, pour ceux qui répugnent à voir ainsi mélanger science et conscience, pire, à voir la conscience morale dans une posture qui sert au bon fonctionnement de la finance, voici une petite parabole : un physicien sérieux, chercheur dans le domaine de la résistance des matériaux, voulut un jour tester la résistance des bras d'êtres humains vivants. Il demanda pour ce faire quelques cobayes de bonne volonté. Il ne récolta que des cris indignés. Il accusa son entourage de céder à une morale périmée et ainsi de faire obstacle au progrès de la science.

Une démarche peut donc être à la fois rigoureusement scientifique et immorale ; une décision peut être en même temps de bonne gestion et de mauvaise morale. Ce n'est pas toujours vrai, parfois morale et bonne gestion se soutiennent l'une l'autre. Ainsi la finance demande de la prudence éclairée par la science.

Cette intelligence des situations concrètes nourrit la confiance qui naît de la morale. L'efficacité elle-même, qui soutient l'activité financière, n'est pas moralement facultative, pour peu que demeure toujours la prudence : efficacité, oui, mais pour qui, pour quand, et pour combien de temps ?

E. P.

3 • Voir à ce sujet la recension du livre d'**Andreas Missbach**, à la p. 41 de ce numéro. (n.d.l.r.)

4 • **Paul H. Dembinski**, *Finance servante ou finance trompeuse ?* Desclée de Brouwer, Paris 2008, et *Manifeste pour une finance au service du bien commun*, manifeste@obs-fin.ch.

Hautes solitudes

●●● **Guy-Th. Bedouelle o.p.**, Angers (France)
Recteur de l'Université catholique de l'Ouest

On connaissait surtout le réalisateur Pavel Lounguine comme auteur de *Taxi Blues* (1990) et de *Luna Park* (1992), violentes satires de la Russie dans ses premières années post-soviétiques. De façon surprenante, il offre maintenant un film abondant de front la foi et la pratique de l'Eglise orthodoxe russe, dans le huis-clos d'un monastère situé dans une île perdue de la mer Blanche.

La première scène, qui se déroule en 1942, est terrifiante : un navire de la Marine militaire allemande arraisonne un bateau russe de transport de charbon où se trouvent deux hommes. L'officier nazi décide de n'épargner le jeune marin épouvanté que s'il tue lui-même son capitaine. On voit ensuite le jeune homme, qui a ainsi honteusement sauvé sa vie, porté par des moines qui l'ont trouvé échoué au bord de l'île où ils ont établi leur monastère.

L'action nous transporte sans transition en 1976, dans cette même île. Une petite communauté monastique s'y trouve toujours, pauvre en hommes et en ressources. Le Père Anatoli vit un peu à l'écart des bâtiments communs et de l'église, dans une sorte de chaudière qu'il ne cesse d'alimenter de charbon. C'est qu'il est bien étrange, ce moine solitaire, multipliant les excentricités, désorientant ses supérieurs, rude et rugueux avec tous. On comprend vite qu'il s'agit du même homme contraint d'assassiner son compagnon pendant la guerre. En même temps, il a acquis une réputation de sainteté, qu'il dément par ses

pitreries et ses réponses imprévisibles. Il exerce pourtant son étonnant ministère de thaumaturge car il ne refuse pas d'écouter ceux qui viennent le trouver, parfois venus de loin. La plupart du temps, il renvoie les gens à leur propre chemin, leur faisant pressentir les contradictions dans lesquelles ils s'enferment. A son supérieur, le P. Philarète, il montre sans ménagement la voie du dépouillement, et au P. Job, le chantre, la primauté de la folie sur la raison, citant l'Écriture un peu à tort et à travers. Expulsant les démons, guérissant les infirmes, prédisant l'avenir, Anatoli est à la fois un starets, maître spirituel, et un « fol en Christ » comme la tradition chrétienne, surtout orientale, en connaît. Simule-t-il cette folie ? Ce qui semble sûr, c'est qu'il cherche à expier sa faute primitive, cette lâcheté qui ne cesse de le poursuivre. Oublié des hommes, Anatoli reste seul avec sa détresse, ne puisant sa force qu'en Dieu.

L'île est un film puissant, extraordinaire même. Piotr Mamonov, ancienne star de rock russe, interprète le rôle d'Anatoli, hagard, rusé, indéchiffrable. Au décor désolé entre neige et glace des paysages du nord de la Russie, sont opposées des images de purification, de feu, de fournaise symbolisée par la chaudière du bateau du début du film et par celle du monastère, mais aussi par l'incendie qui éclate alors que les moines psalmodient, évoquant celui du *Sacrifice* de Tarkovski.

cinéma

L'île, de Pavel Lounguine

**Capitaine
Achab,
de Philippe
Ramos**

« Capitaine Achab »,
une fin onirique

A la différence du grand cinéaste disparu, Louguine est peut-être trop direct dans son adhésion au mysticisme russe, donnant à ses images et à son montage, une force qu'on retrouve parfois dans l'admirable liturgie slavonne, lorsqu'elle assène sa conviction plus qu'elle n'invite à la partager.

Le plus intéressant reste que la parabole de Louguine peut suggérer une interprétation de la conduite de l'Eglise orthodoxe pendant les années du totalitarisme soviétique, qui ne doit pas être jugée sur les apparences mais sur la sainteté paradoxale que ne cesse de faire surgir la terre russe.

Biographie imaginaire

Le film de Philippe Ramos, *Capitaine Achab*, est présenté comme « librement inspiré de *Moby Dick*, de Herman Melville ». Ce chef-d'œuvre de la littérature, écrit en 1851, met aux prises, on le sait, un homme étrange et solitaire, Achab, avec une gigantesque baleine blanche, Moby Dick, évocation du Léviathan biblique, image du Mal, divinisé en quelque sorte. Melville y déploie son pessimisme tragique.

Mais Ramos n'a pas voulu faire une adaptation nouvelle du roman, comme celle que John Huston réalisa avec talent en 1956. Il a audacieusement réussi à dépasser le livre, et même à le déborder, en se penchant sur une biographie imaginaire du héros.

Cet approfondissement rêvé, et fort risqué, d'un personnage d'imagination donne une profondeur étonnante au texte de base et cette relecture confère une fonction inédite à la démarche cinématographique. D'autant que le scénario de Ramos tourne radicalement le dos à un simple « roman d'apprentissage » où Achab se trouverait amené à découvrir la mer depuis sa jeunesse. Au contraire, le garçon est un fils de la forêt, même si le vent dans les arbres y évoque le ressac de l'océan. C'est dans la solitude des bois, armé de sa seule Bible, que le jeune Achab se prépare à celle de la mer et à son combat gigantesque.

Le cinéaste a choisi le discours indirect, ô combien littéraire, par différents témoins qui s'expriment en voix off. Avant le combat corps à corps (qu'on ne verra pas) avec le monstre marin, qui le laissera amputé de la jambe, le père, la tante, le pasteur racontent. Ensuite, ce seront Anna, qui soigne Achab amoureusement mais devra s'incliner devant sa solitude, et enfin Starbuck, son second, assistant à l'ultime confrontation. Dans les dernières images, oniriques, la baleine apparaît enfin et le héros titanique choisit de la rejoindre.

Comme dans *L'île*, le poète fait appel ici au ciel et à la mer pour abriter la haute solitude de l'homme devant son destin.

G.-Th. B.



Une femme dans son siècle

Simone de Beauvoir

●●● **Gérard Joulé**, *Epalinges*

L'histoire littéraire et philosophique abonde en couples célèbres : Tristan et Iseult, Héloïse et Abélard, Roméo et Juliette, Maurice et Eugénie de Guérin, Colette et Willy, Jouhandeau et Elise, Aragon et Elsa Triolet, Henry Miller et Anaïs Nin, Pierre Klossowski et Roberte, son épouse, sans compter toutes les égéries qui sont restées dans l'ombre, et parmi lesquelles Dominique Aury (alias Pauline Réage) n'est pas la moindre.

Au XX^e siècle, les lettres et la pensée françaises s'honorèrent d'un couple dont la réputation contribua au prestige de la France et devint rapidement universelle : Jean-Paul Sartre et Simone de Beauvoir, et c'est de cette dernière dont nous célébrons cette année le centenaire de la naissance.

Simone ne resta pas dans l'ombre de Sartre et ne lui en fit pas non plus. Chacun profita de la réputation de l'autre. Un grand soleil brillait à côté d'un plus petit sur la république des Lettres qui avait installé son quartier général dans les deux plus célèbres cafés de Saint-Germain-des-Prés.

Avec eux, les idées sortirent du cabinet empoussiéré et de la salle de cours et, avant de descendre complètement dans la rue, s'arrêtèrent un moment au bistrot. Simone et Jean-Paul s'étaient connus jeunes professeurs de philo et s'étaient de suite sentis une vocation

littéraire. (Barthes n'avait pas encore substitué le mot écriture à celui de littérature.)

Une libératrice

Après une liaison amoureuse assez torride, semble-t-il, illustrée par les *Lettres au Castor et à quelques autres* dans lesquelles Sartre avoue de temps en temps se conduire avec ses conquêtes féminines en parfait goujat, salaud et muflé (traduisons donc en parfait bourgeois), chacun chemina intellectuellement à côté de l'autre. Leur commerce devint par la suite amical et idéologique, allant comme Valmont et M^{me} de Merteuil dans *Les Liaisons dangereuses* jusqu'à s'échanger leurs maîtresses respectives, en couple émancipé défiant les pauvres conventions qui subsistaient encore, affichant la vitrine d'un ménage à trois, quatre ou cinq. L'homme était libre, l'amour était libre, la femme était libre, et bientôt l'enfant le deviendrait à son tour.

Sartre et de Beauvoir écrivirent beaucoup de livres pour articuler et célébrer cette liberté assez facilement acquise, et n'eurent pas d'enfants. Ce qui semble être la recette du bonheur moderne.

Simone de Beauvoir fut une femme libre, une femme émancipée. Du moins passa-t-elle pour telle, du moins travailla-t-elle

Alice Schwarzer,
*Entretien avec
Simone de Beauvoir*,
Mercure de France,
Paris 2008, 126 p.

Guillaume Moricourt,
*Simone de Beauvoir,
l'envers du mythe*,
Jean Picollec,
Paris 2008.

Simone de Beauvoir,
*Cahiers de jeunesse,
1926-1930*, Gallimard,
Paris 2008, 850 p.

à le devenir. Et pourquoi ne le serait-elle pas devenue ? L'esprit du temps lui en donnait les moyens. La vie d'artiste se greffait sur la vie bourgeoise dont elle était le prolongement, et les cafés remplaçaient les salons. La femme se libérant par ses propres moyens, l'homme n'avait plus comme au moyen-âge à la libérer de la prison d'un mari jaloux, d'un couvent ou du dragon. Le dragon, c'était maintenant l'homme, et la prison, le mariage. Elle était elle-même sa propre libératrice. Encore que cette libération d'une seule appelait celle de toutes. La France ne venait-elle pas de se libérer de l'occupant allemand ?

Molière, au XVII^e siècle, était bien embarrassé devant la femme. Fallait-il l'éduquer et jusqu'où ? comment l'instruire sans en faire une femme savante ? lui donner une teinture de tout sans en faire une spécialiste ou ce qu'on appellera plus tard un bas-bleu, descendante des fameuses précieuses de l'Hôtel de Rambouillet ? jusqu'où devaient aller son éducation et son émancipation ? Tel est le sujet des *Femmes savantes*.

La femme était enfin libre. En allait-elle être plus heureuse ? Les philosophes l'ayant libérée, n'allait-elle pas tomber entre les mains des pys qui s'abattraient sur elle comme la misère sur le monde ? Les médecins, comme le savait bien Molière, sont toujours prêts à inventer de nouvelles maladies, et la nature ayant horreur du vide, les pys remplacèrent rapidement les prêtres et la névrose se substitua au péché. (Ah le bon vieil adultère bourgeois qui faisait la gloire du vaudeville et la fortune des confessionnaires !)

Simone de Beauvoir ne voulait pas dépendre de l'homme, elle se sentait capable de gagner sa croûte et de vivre de sa plume. Elle a raconté dans un tas de livres ses luttes et celles de son époque. Certains disent qu'elle était surtout

bonne à remuer et à vulgariser les idées et que son talent était purement journalistique. Mais il faut bien des vulgarisateurs pour atteindre les masses ! Elle fut la maîtresse à penser des femmes qui lisaient *Elle* et *Marie-Claire*, c'est-à-dire des bourgeoises du 6^e, 7^e et 16^e arrondissements. Sans le génie d'une Colette ou d'une Marie-Noël.

Un succès humiliant

Simone de Beauvoir a été la première biographe de Sartre. Ses *Mémoires* contiennent un Jean-Paul Sartre raconté par un témoin de sa vie. Il faut relire le chapitre de *La force des choses* écrit en 1963 qui pourrait s'intituler : « Sartre face au succès ». On y apprend que l'auteur de *La Nausée* et de *L'Être et le Néant* n'avait pensé atteindre de son vivant qu'un public restreint et une réputation de bon aloi. Quelle ne fut pas sa consternation à la Libération de se voir transformé en auteur célèbre et cosmopolite ! « Tant de médiocres ouvrages faisaient du bruit, écrit-elle, que le bruit apparaissait presque comme un signe de médiocrité. Comparée à l'obscurité de Baudelaire, la gloire idiote qui avait fondu sur Sartre avait quelque chose de vexant. » Osons le mot : d'humiliant. De jeunes Gl's venaient le regarder au *Flore* manger son entrecôte tout en sirotant sa bouteille de Fleury, comme on observe derrière des barreaux un lion en train de dévorer son quartier d'agneau. Que dirait de Beauvoir aujourd'hui de la gloire, du bruit et du succès ? Juge-t-on encore un ouvrage selon des critères littéraires ou esthétiques ? Le mot médiocrité faisait en ce temps-là partie du vocabulaire des auteurs qui, tout en ayant pris la place de Dieu, raisonnaient

encore avec des concepts et des valeurs d'avant-guerre, pour ne pas dire d'Ancien Régime.

Simone de Beauvoir va jusqu'à écrire : « Ce fut pour lui une catastrophe, la mort de Dieu. » Entendons par Dieu, celui de saint Paul, de saint Augustin, de Pascal, de Luther, de Bloy et même de François Mauriac, et non pas une version relookée new age et démocratisée du monarque des cieux, car Sartre n'avait rien à faire d'un tel « dieu ». Tout l'athéisme de Sartre se fonde sur la négation de ce Dieu dont Nietzsche a proclamé la mort. Sans cet adversaire, l'athéisme n'existe plus. On songe à Zinoviev, écrivain soviétique anti-stalinien, qui ne se consolait pas de la mort de Staline car il n'avait plus d'adversaire.

La fameuse présentation de la revue *Les temps modernes* serait née de là. Puisque la littérature était vidée de son caractère sacré, Sartre décida de choisir son époque, acceptant de périr avec elle. Mais c'était bien entendu dans l'espoir de se tromper et de retomber dans une situation analogue à celle du poète maudit. Le refus de la postérité devait lui donner la postérité. Mais il n'y avait plus de poètes ni d'écrivains maudits. Il n'y avait que des écrivains qui se vendaient plus ou moins. On a dit liquider Dieu, mais pas le commerce, le bruit et le moi. Et quel pâle substitut de Dieu que la postérité ! Quelle atroce idole ! Pour Sartre, il n'y avait qu'un péché originel, c'était d'être né bourgeois, blanc, européen et hétérosexuel. Il fit tout ce qu'il put pour effacer ces signes de distinction, cette tare de naissance.

Simone, elle, sembla s'accommoder plus facilement de la disparition de Dieu. C'est qu'elle avait son combat à mener, son combat de nana : la libération de la femme, qu'elle associa plus ou moins à la liquidation de l'ancien Dieu. Donc pas d'état d'âme, de regard nostalgique

jeté en arrière sur le Dieu mort de Sartre. On avait quitté le terrain du ciel et de l'éternité, on allait enfin vivre sur la terre dans le monde et dans l'histoire. Celle-ci serait désormais le seul juge des hommes en remplacement de Dieu.

Une débâcle

La lecture de Saint-Exupéry en 1940 les avait convaincus, elle et Sartre, que les significations venaient au monde par les entreprises des hommes, la pratique prenant le pas sur la contemplation. Sartre était bien un protestant. Ils allaient désormais faire de la politique, être de tous les combats, signer toutes les pétitions. Mais quelques décennies plus tard, c'est l'histoire elle-même et la politique qui allaient être liquidées à leur tour pour faire place à l'économie et au marché, dans un capitalisme triomphant. Et ainsi le XX^e siècle alla de liquidation en liquidation, pour arriver à l'émancipation totale qui est l'esclavage absolu. Mais ni Simone ni Jean-Paul ne voyaient cet horizon au bout de leurs jumelles.

Simone de Beauvoir et Sartre



Quand ils s'occupèrent de politique, ils souhaitèrent farouchement la révolution et le triomphe du socialisme. Il y a, comme dit Pascal, des aveuglements surnaturels. Ils oubliaient que les malheurs du monde et la misère de l'homme n'étaient pas moindres quand la bourgeoisie n'existait pas. Les bourgeois n'ont pas inventé le Mal. Celui-ci a toujours existé alors que Dieu et la bourgeoisie ont disparu.

La Force de l'âge parut au moment où Sartre allait publier *Les Mots*, qu'il considérait comme ses adieux à la littérature... car la littérature allait elle aussi quitter la scène. Or, dans les dernières pages de son livre à elle, de Beauvoir parle de l'extraordinaire pouvoir du verbe : « Sans doute les mots universels, éternels, présence de tous à chacun, sont-ils le seul transcendant que je reconnaisse et qui m'émeuve, ils vibrent dans ma bouche et par eux je communie avec l'humanité. » Naïve illusion. Elle déclare en outre qu'elle ne croit plus que l'activité littéraire justifie - entendez moralement - « mais sans elle, je me sentirai mortellement injustifiée ». Hélas ! Les mots comme Dieu peuvent s'en aller. Et c'est à cette débâcle que nous assistons. Car pourquoi le déluge s'interrompt-il ?

Ces deux bourgeois croyaient encore au pouvoir des mots et des idées. Ils oubliaient que tout se tient et que quand ce qui était au sommet s'en va, tout fiche le camp avec lui. Ce n'est qu'une question de temps. Ils oubliaient que les mots et les idées ne sont pas plus éternels que les langues, les civilisations et les nations, et que de liquidation en liquidation, ayant voulu tout liquider, ils y sont parvenus : ils ont liquidé l'homme et la littérature. Pourquoi subsisterait-il un domaine intact, protégé, réservé, à l'abri du déluge ? L'homme est parti et la femme aussi...

Bourgeoise malgré elle

Simone de Beauvoir fut sur la terre un signe de ralliement. Elle avait des manières distinguées, des mains soignées et un admirable chignon. Seuls les anges ont vu la pluie de ses cheveux s'abattre sur ses épaules. Elle est restée bourgeoise jusqu'au bout des ongles. Bourgeoise malgré elle, comme eut dit Molière. Elle ouvrit des portes déjà vermoulues où la masse s'engouffra.

La philosophie allait disparaître ; des philosophes qui avaient chassé les prêtres du temple seraient remplacés par les scientifiques. Hegel avait prévu ce passage de témoin dans lequel il voyait l'aboutissement heureux et glorieux de l'histoire. Devant le résultat, se frotterait-il les mains ? Et Marx, qu'en penserait-il ? Il faut qu'une porte soit ouverte ou fermée, disait Musset. Encore faut-il qu'il y ait des portes et des maisons, des portes qu'on peut ouvrir ou fermer sur le monde à son gré et des vasistas dans le toit pour regarder le ciel et les nuages.

G. J.

P.S.

Une chose me frappe quand je songe à ce couple d'intellectuels, c'est qu'ils ne furent ni époux ni père ni mère. C'étaient des enfants éternels qui n'ont jamais grandi, en quête de frères et de sœurs qu'ils trouvaient au bistrot ou dans les manifs. Etre père selon la chair eût été sans doute pour Sartre comme de ressusciter le fantôme de Dieu. En réalité, comme Péguy l'a dit, les vrais aventuriers du monde moderne sont les pères de famille, même s'ils n'ont pas tous des airs de voyous, de prophètes ou d'assassins. Quant à Simone, comment l'imaginer dans le rôle de la mère à l'enfant, d'un enfant qui lui eût peut-être tiré le chignon ? Même Dieu n'a pas voulu opérer ce miracle. Ils étaient bien le pape et la papesse d'une nouvelle religion : l'existentialisme.

Interdits libérateurs

L'auteur a grandi dans le ghetto juif de Téhéran et est arrivé à Paris à l'âge de 20 ans. Il a alors la troublante sensation de sortir d'un monde irréel pour en rencontrer un autre... occidental, totalement différent. Ce qui ne manque pas de provoquer chez lui un profond bouleversement. Confronté à mille questions, il se tourne vers la psychanalyse et devient « négociant en paroles et vendeur de questions à des pèlerins qui le paient pour obtenir des réponses ».

Le but de son livre est de construire un pont entre la Torah et la psychanalyse, de démontrer, grâce à une analyse très fine, que les interdits et les commandements de la Bible contiennent une signification symbolique, exhortant à respecter les séparations structurantes pour cheminer dans une voie vers le devenir « soi » différencié. Cette voie est, dit-il, fil d'Ariane et colonne vertébrale tant pour le judaïsme que pour la psychanalyse, car les deux poursuivent le même but : celui de la sanctification et de la différenciation qui constituent la source de vie, alors que la confusion et l'hybridité attirent vers le chaos de la mort psychique.

Selon lui, la loi, avec ses 613 commandements positifs et négatifs (obligations-interdits) remplit une double fonction, « celle d'une part d'aider la pulsion, l'énergie libidinale, à se vivre, à s'épanouir, à se satisfaire à l'abri de l'extinction dépressive due à l'existence de tabous rigides et d'une culpabilité excessive, et celle d'autre part d'aider à rester vigilant, à imposer des limites à ne pas dépasser pour limiter les risques d'une exul-

tation perverse lorsque la pulsion cherche à obtenir satisfaction n'importe comment, n'importe quand, déniait tout manque et toute culpabilité ».

Les voies de sainteté/différenciation tournent autour de trois axes. Le premier, celui de l'étude et de la prière (probablement le plus indispensable), le deuxième, celui de la charité (aimer l'étranger et son prochain comme soi-même, ni plus ni moins), le troisième, celui de la prise en charge de sa vie corporelle d'une manière concrète par des actes, en se sanctifiant journallement.

Toujours selon l'auteur, judaïsme et psychanalyse aident l'homme à prendre conscience de l'importance vitale de sauvegarder et de cultiver les différences afin d'en empêcher leur nivellement. L'interdit est libérateur, dit-il, car il exhorte le sujet à renoncer à certains comportements qui ne feraient que renforcer l'indifférenciation, donc la confusion.

Le grand travail de M. Nabati a été d'interroger le récit biblique comme étant le dépositaire d'un sens symbolique, à ne pas le prendre au premier degré mais à cheminer, en partant du récit conscient pour atteindre le sens inconscient et caché, sans parti pris ni jugement, simplement pour comprendre.

A travers sept chapitres, il expose, questionne, tente une réponse : un voyage passionnant, pas toujours facile il est vrai, mais la clarté de sa pensée est telle qu'on le suit pas à pas et qu'au bout du compte, on est heureux de l'avoir fait.

Marie-Luce Dayer

Moussa Nabati,
*Ces interdits
qui nous libèrent.*
La Bible sur le divan.
Dervy, Paris 2007,
324 p.

Un Coran chronologique

Sami Awad Aldeeb
Abu-Sahlieh,
Coran. Texte arabe et
traduction française par
ordre chronologique
selon l'Azhar.
 De l'Aire, Vevey 2008,
 600 p.

Première mondiale, un Coran chronologique a été édité en Suisse. Son auteur, Sami Aldeeb, Suisse d'origine palestinienne et chrétien, est responsable du droit musulman et arabe à l'Institut suisse de droit comparé (Lausanne). Il a travaillé durant 5 ans à cette œuvre gigantesque : 600 pages de versets non pas dans l'ordre canonique mais chronologique de leur révélation, avec leurs variantes. Sur 4000 versets, il n'y a pas en effet une seule page du Coran qui ne comporte plusieurs variantes.

Pourquoi un tel Coran chronologique n'a-t-il pas été édité auparavant ? Il s'agit pour l'auteur en partie d'un problème d'accès à l'information. « En outre, si vous dites qu'il y a des variantes ou que tel verset est abrogé ou abrogeant, les gens commencent à douter. Ces variantes existent et sont reconnues par les autorités religieuses, mais cela reste du domaine des spécialistes. Elles peuvent même changer le sens de certains versets. Je les ai mises dans les notes pour les chercheurs et pour que les gens se rendent compte que le texte n'est pas un texte monolithique », explique S. Aldeeb. « En ce qui concerne l'ordre chronologique, on ne sait pas avec certitude comment le Coran a été révélé ni dans quel ordre exact les versets l'ont été. Mais on a tenté, à travers plusieurs indices et témoignages, de faire des classifications des chapitres du Coran. Ni les musulmans ni les orientalistes ne sont d'accord entre eux sur ce classement. Il existe cependant une classification faite

par l'Université islamique Al-Azhar au Caire, le centre islamique le plus important du monde sunnite. Dans son édition du Coran, en tête de chaque chapitre, il est précisé le numéro dans l'ordre chronologique. »

Sami Aldeeb est donc parti de cette classification acceptée par la plupart des musulmans et, pour ne pas les heurter, il a ajouté à la fin de son édition une table des matières indiquant les chapitres par ordre normal : « Celui qui veut suivre sa foi et lire le Coran selon l'ordre normal peut donc le faire. »

Dans le même état d'esprit, l'auteur dit avoir suivi les instructions d'ouvrages reconnus par les autorités religieuses musulmanes et n'avoir pas travaillé avec des documents « contestés ».

Un grand travail visuel (utilisation de deux couleurs, le rouge et le noir) et de mise en page a été réalisé pour faciliter la lecture du texte et indiquer qu'un verset appartient à une autre époque. Autre particularité de cette traduction du Coran : un certain nombre de versets ne sont plus considérés comme normatifs par certains juristes musulmans et ont été abrogés, tout en étant maintenus dans le Coran. Dans la version de Sami Aldeeb, ces versets abrogés sont indiqués. Enfin, chaque fois qu'un passage du Coran rappelle un texte de l'Ancien ou du Nouveau Testament ou d'un apocryphe, des notes y renvoient.

Valérie Bory (Apic)

 ■ Théologie

Ambroise-Marie Carré

L'imitation de la Vierge Marie
Cerf, Paris 2007, 174 p.

Le Père Carré aimait la Vierge Marie. Il confie « qu'elle fut sa première amie du ciel grâce à l'exemple de la prière de sa mère ». C'est avec bonheur qu'il se mit à son école de la foi et donna des centaines de prédications dans des basiliques ou des humbles chapelles lors des grandes fêtes mariales. La mariologie était devenue foisonnante au XIX^e siècle ; un réajustement du culte marial était devenu nécessaire. Le concile Vatican II présenta alors, dans le dernier chapitre de la constitution *Lumen Gentium* (1965), une doctrine mariale loin de toute querelle d'école, faisant appel à la Bible et aux traditions ecclésiastiques les plus sûres. Le Père Carré eut le souci et le mérite de l'explicitier pour le grand public.

Après avoir prêché six années de suite le carême à Notre-Dame de Paris - conférences qui eurent un énorme retentissement - il choisit de terminer son cycle de prédication avec la Vierge Marie : « N'est-elle pas la mère du Christ, la mère des hommes, la figure humaine unique à imiter au long des jours ? »

Ses conférences de carême suscitérent de multiples réactions. L'ouvrage présente quelques-unes des questions posées au Père Carré par voie épistolaire : « Dites-nous la vérité sur Marie », lui demandait-on. « C'est en la fréquentant que son mystère se dévoile peu à peu », répondait-il, ajoutant : « Il ne faut jamais perdre de vue l'amour de Jésus pour Marie et l'amour de Marie pour Jésus. » Ce livre présente ensuite différents articles écrits pour la presse, regroupés par l'Association des amis du Père Carré et choisis par le dominicain Philippe Verdin.

Le Père Carré donne là de multiples éclairages sur le rôle de Marie dans la vie spirituelle. Il aide à faire prendre conscience, avec son talent d'écrivain et la profondeur de sa foi, comment Marie est associée à l'œuvre rédemptrice de son Fils. Elle intercède sans relâche pour nous. Elle est le modèle de la soumission parfaite à la volonté du Père. Pages riches et denses qui sont une aide pour renouveler notre piété mariale.

Monique Desthieux

Bernard Sesboüé

La théologie au XX^e siècle et l'avenir de la foi

Entretiens avec Marc Leboucher
DDB, Paris 2007, 398 p.

Un panorama de la théologie et des défis actuels de la foi nous est proposé, sous forme d'entretiens, dans cet ouvrage accessible et de lecture aisée. Décrivant d'abord son propre itinéraire intellectuel et spirituel, le jésuite Bernard Sesboüé reconnaît sa dette envers la théologie patristique. Il aborde ensuite les mystères de la foi en mettant en perspective la manière dont ils ont été théologiquement thématés au long de l'histoire.

L'auteur insiste sur l'actualité du mystère trinitaire et décrit les grandes étapes de la recherche sur le Jésus de l'histoire, en les mettant en rapport avec la réflexion christologique. Théologiquement, le XX^e siècle remodèle la compréhension de l'Eglise. Les grandes questions ecclésiologiques et œcuméniques actuelles lui donnent de prendre position dans un esprit d'ouverture fidèle à la Tradition.

Son analyse de la perte de la foi dans la modernité est très pertinente. Les causes du conflit entre l'Eglise et la modernité - que Vatican II a en partie résolu - sont remarquablement mises en lumière. Son point de vue sur l'avenir de la foi et de l'Eglise est réaliste et des pistes sont données pour répondre aux défis que pose notre temps. Bref, cet ouvrage éclairera l'intelligence du croyant en répondant à certaines de ses questions. Il conviendra à l'honnête homme qui, comme Monsieur Jourdain fait de la prose sans le savoir, fera de la théologie sans en avoir l'air.

Luc Ruedin

 ■ Témoignages

Hilde Kieboom

L'Evangile dans la ville

La spiritualité et l'action de Sant'Egidio
Fidélité, Namur 2007, 152 p.

Voici un petit livre dont le mot clé est « amitié ». Avec les enfants qui vivent des problèmes sociaux ou familiaux et peinent à suivre en classe, avec les personnes âgées qui dépérissent dans la solitude, avec des immigrés, requérants d'asile ou sans-papiers. Là

où d'autres parleraient de charité ou d'amour, la fondatrice de la communauté Sant'Egidio d'Anvers utilise le terme d'amitié. Elle qui a marché sur les pas du fondateur de la première communauté de ce type dans l'église Sant'Egidio à Rome (dont on fête cette année les 40 ans), explique la fondation à Anvers, en 1984, d'une communauté similaire et son action.

Par petites touches, elle passe des problèmes sociaux de sa ville aux rencontres que la communauté a vécues entre personnes qui les subissent. Elle raconte, par exemple, comment des immigrés africains ont permis à des personnes âgées de retrouver goût à la vie et comment ces dernières sont devenues marraines ou parrains linguistiques de ces immigrés apprenant le néerlandais. De fil en aiguille, l'autrice témoigne de la spiritualité de Sant'Egidio, de son « goût de l'avenir ». On cherchera vainement un regard critique sur Sant'Egidio. Cette chrétienne profondément engagée affirme que la communauté témoigne sans complexe, par les gestes d'amitiés que ses membres posent, de la foi et de la possibilité d'une cohabitation pacifique entre cultures et religions dans le monde comme dans chaque ville.

Un livre à lire par ceux qui désespèrent de l'Eglise d'aujourd'hui. Il témoigne avec vivacité de l'expérience de chrétiens qui cherchent à vivre pleinement l'Evangile.

Jean-Claude Huot

Joachim Fest

Pas moi !

Souvenirs d'une jeunesse allemande antinazie

Du Rocher, Monaco 2007, 400 p.

Ecrit par un historien du troisième Reich, né à Berlin en 1926, ce livre est tout entier dominé par la haute figure de son père, un homme intransigeant qui eut le courage de résister sans compromis au régime nazi, quel que désagrément que cela lui valût, à lui et aux siens. Se définissant lui-même comme républicain, prussien, catholique et bourgeois, il avait milité dans le parti du centre sous la république de Weimar et pres senti, dès les premiers succès de Hitler, que le pays courait à la catastrophe. Très vite, son poste de directeur de lycée lui fut retiré et il se vit signifier une interdiction de travailler. La famille où grandissaient cinq

enfants dut réduire son train de vie et les contraintes matérielles pesèrent lourdement sur la mère, épuisée, à qui il arriva d'intercéder - en vain - pour davantage de souplesse envers le pouvoir.

Dans un entretien solennel, le père enjoignit ses deux aînés, alors âgés de 10 et 12 ans, de garder le secret sur ce qui se dirait à la table familiale car un bavardage, une étourderie pouvait conduire à une dénonciation lourde de conséquences. Et c'est en référence à l'Evangile de Matthieu qu'il leur fit écrire la phrase latine *Etiam si omnes - ego non !* (Même si tous te reniaient - pas moi !) qui les associait à sa résistance, en les honorant d'une complicité et d'une confiance dont ils ne furent pas peu fiers.

En dépit des circonstances adverses et de l'ostracisme dont les Fest furent l'objet, les années de formation d'où la vigilance paternelle bannissait toute frivolité apportèrent leur lot de découvertes : la musique, par-dessus tout Mozart, et la richesse de la culture allemande. Jusqu'au chaos final qui ne laissa personne indemne, opposants ou thuriféraires.

A travers cette famille exceptionnelle, c'est l'exemple d'une résistance dont peu d'écrits ont témoigné qui est donné à voir.

Renée Thélin

Bachir Hadjadj

Les voleurs de rêves

Albin Michel, Paris 2007, 460 p.

Voici un ouvrage de grande valeur sur l'histoire d'une famille algérienne à travers la période turque, puis la « colonisation » française et, maintenant, après la libération de l'Algérie. Dans la mémoire collective des Français et des Algériens, nombre d'étapes conservent un goût amer, depuis la conquête de ces territoires avec les noms prestigieux de Bugeaud, Lamoricière, Mac Mahon, entre autres, jusqu'au référendum prévu par les Accords d'Evian et la proclamation de l'indépendance de l'Algérie, le 3 juillet 1962. Le premier chef de gouvernement fut Ahmed Ben Bella et son ministre de la Défense Houari Boumédiène.

Durant ces cent-cinquante années, des hommes, des femmes, des enfants ont tenté de vivre. D'une manière remarquable, l'auteur décrit l'itinéraire qu'il a suivi depuis sa naissance en 1937 : une enfance et une adoles-

cence dans un espace familial ordinaire, et surtout des études qui lui ont donné la chance d'apprendre deux langues et d'estimer les atouts de deux sociétés, l'arabe et l'européenne.

Avec sobriété, et non moins de précisions, est décrit la violence du corps à corps franco-algérien, avec les drames et les souffrances qu'elle a entraînés. Ceux qui ont vécu les « événements d'Algérie », une guerre dont il est encore difficile de parler, seront impressionnés par le témoignage de l'un des « rebelles » auxquels ils étaient confrontés. Ainsi, il est des vocables qui, dans ce récit, ne laisseront pas indifférents : par exemple, la référence au FLN (Front de libération nationale), le bras armé de l'ALN (Armée de libération nationale), aux *fellaghas* (littéralement, les « fracasseurs »), aux HLL (initiales de hors-la-loi).

Sur ce chemin de relecture d'un proche passé, ils découvriront les impressions de jeunes du même âge qui, sous le drapeau du FLN, pratiquaient les mêmes marches d'approche, en silence, avec les mêmes peurs, les mêmes objectifs : occuper la hauteur avant l'ennemi. Les contradictions de la France et de l'Algérie sont soulignées avec réalisme, mais sans haine.

Louis Christiaens

■ Economie

Rodney Stark

Le triomphe de la raison

Pourquoi la réussite du modèle occidental est le fruit du christianisme

Presses de la Renaissance, Paris 2007, 360 p.

Les historiens sérieux, à la suite de Fernand Braudel, connaissent l'erreur de Max Weber - pétri d'un anti-catholicisme primaire, dit l'auteur - qui faisait de l'éthique protestante l'inspirateur du capitalisme. Rodney Stark n'a aucune difficulté à montrer que le capitalisme est né dans des régions profondément catholiques, dans la Lombardie du XII^e siècle. Cinq siècles plus tard, l'Italie a vu disparaître son dynamisme capitaliste, la France est restée en retrait et l'Espagne ne l'a jamais vraiment connu.

La faiblesse économique relative des pays catholiques aux XVII^e et XVIII^e siècles explique, selon nous, la popularité de la thèse de

Max Weber. La raison de cette faiblesse économique momentanée se trouve, selon R. Stark, non pas dans la religion catholique, mais dans l'absolutisme des gouvernements de ces pays. A la vérité, il est hasardeux de lier le développement économique à une religion particulière.

Le postulat de Rodney Stark mérite cependant attention : le christianisme est la seule religion qui coule l'expérience spirituelle dans la raison. L'auteur y voit l'explication de l'expansion actuelle du christianisme dans les régions du monde économiquement pugnaces, notamment en Asie. Il est possible de tirer de ce constat d'autres leçons, moins idéologiques et plus immédiatement religieuses.

Etienne Perrot

Andreas Missbach

L'argent responsable

Comment investir de manière éthique, écologique et sociale

Fédération romande des consommateurs/
Déclaration de Berne, Lausanne 2008, 158 p.

Ce guide présente les principaux outils disponibles en 2007 : fonds de placement qui visent le « développement durable », établissements financiers, bancaires ou autres qui respectent certaines logiques sociétales. Le lecteur trouvera des informations pratiques sur les comptes verts, les banques alternatives, les fonds éthiques, le micro-crédit. Avec juste raison, aucun de ces moyens n'est présenté comme une panacée universelle : « Sans risque ni engagement personnel, il n'est pas possible de gagner beaucoup d'argent tout en contribuant à un monde plus juste. »

Le premier chapitre, qui tente de présenter l'investissement éthique, écologique et social comme une attitude responsable face à la financiarisation néo-libérale mondialisée, mériterait un complément. Les dérives financières trouvent leur origine moins chez les spéculateurs que dans les Etats. Pour faciliter le financement de leurs déficits, ils ont, dans les années '70, abandonné les parités de change fixe et donné libre cours à la circulation internationale des capitaux. En se déchargeant, sur les marchés, de leur responsabilité, les Etats ont favorisé d'abord la créativité financière, puis la spéculation et enfin la manipulation.

Etienne Perrot

■ Biographie

Collectif

Pierre Béguin

Journaliste et témoin de son temps

*Un demi-siècle d'histoire de la Suisse
1930-1980*

Gilles Attinger, Hauterive 2007, 334 p. + 1 DVD

Né à l'initiative de ses anciens collaborateurs et amis, ce livre évoque la carrière de Pierre Béguin, rédacteur en chef de la *Gazette de Lausanne* à partir de 1946, et son directeur de 1959 à 1966, après avoir été correspondant à Berne de *La Suisse* et du *Journal de Genève* durant les années de la guerre. Une excellente esquisse biographique signée Denis Bertholet, complétée par des témoignages d'anciens rédacteurs et collaborateurs et par quelques études historiques évoquent, avec beaucoup de crédibilité, cette personnalité exceptionnelle de la presse romande.

Littéraire et artiste, cultivé, le cœur à droite mais l'intelligence équilibrée, confident de plusieurs conseillers fédéraux, Pierre Béguin a fait de la *Gazette* un organe de référence dans une période particulièrement troublée, celle de l'après-guerre. Publier un journal de qualité n'était pas plus facile à l'époque qu'aujourd'hui. Pierre Béguin y est parvenu grâce à ses qualités personnelles, certes, mais aussi parce qu'il avait constitué autour de lui une équipe très soudée qui partageait son goût du travail bien fait et qui refusait de sacrifier la qualité aux attentes primaires d'une certaine opinion publique.

Indépendant d'esprit, le rédacteur en chef a su résister aux pressions économiques et idéologiques d'un conseil d'administration myope, obsédé par le spectre du commu-

nisme et sans visions d'avenir. Une petite anthologie de ses écrits permet de goûter une fois encore cette liberté de pensée, alliée à une remarquable capacité d'analyse qui faisaient l'intérêt de ses éditoriaux.

Après son départ de la *Gazette*, Pierre Béguin s'est tourné vers le journalisme sur les ondes et à l'écran. Un DVD très réussi restitue une série d'émissions de radio et de télévision. Un livre témoin, d'autant plus exemplaire qu'aujourd'hui, en Suisse romande du moins, la qualité semble avoir déserté les journaux pour se réfugier sous quelques signatures éparses que se disputent les rédactions.

Pierre Emonet

Isaline Bourgenot Dutru

L'utopie en marche

François Neveux, entrepreneur

et inventeur économiquement incorrect

Nouvelle Cité, Bruyère-le-Châtel 2007,
252 p.

Voici le récit d'une vie fantastique, pleine d'inventions et de péripéties, baignée dans une cordialité qui ne se dément jamais, où les contraintes économiques trouvent toujours à se couler dans l'attention aux autres, partenaires commerciaux, salariés ou laissés-pour-compte. C'est peu dire que l'ouvrage d'Isaline Bourgenot Dutru est agréable à lire ; il est stimulant.

Le lecteur se doute bien que cette vie d'entrepreneur dynamique, traduite en forme de *fioretti* où l'amitié et l'affection familiale tiennent la place centrale, a dû surmonter bien des contradictions, qui ne sont pas racontées, et des échecs. Le dernier, évoqué discrètement, celui des *Trésors d'Army*, une entreprise de commercialisation de produits du terroir, éclaire le message : celui de l'*économie de communion* qui, dans l'esprit des Focolari, depuis 1991 au Brésil, organise des entreprises hors de toute logique d'accumulation. Ces entreprises - actuellement près de mille à travers le monde - répartissent leurs profits sur la base d'un partage égal entre croissance interne, formation et dons. Ce n'est pas une « bonne idée » facilement généralisable, c'est un défi humain qui ne peut être relevé qu'avec une pluralité d'intervenants travaillant en concertation dans un même esprit, ce qui est assez rare.

Etienne Perrot

Pour emprunter ces livres

contactez le CEDOFOR,
CEntre de DOcumentation et de
FORmation religieuses

☎ ++22 827 46 78

www.cedofor.ch

Babiak Augustin (= Augustyn), *Des Ukrainiens aux Congrès de Velehrad (1907-1936)*. Augustyn Babiak/Société Scientifique Ševčenko, Lyon/Paris 2007, 204 p.

Bonvalot Gabriel, *De Paris au Tonkin à travers le Tibet inconnu*. Olizane, Genève 2008, 506 p.

*****Col.,** *Liquider Mai 68 ?* Parole et Silence, Paris 2008, 300 p.

Cone James H., *Malcolm X et Martin Luther King. Même cause - même combat*. [Réédition] Labor et Fides, Genève 2008, 126 p.

Cornu Daniel, *Médias mode d'emploi. Le journaliste face à son public*. Labor et Fides, Genève 2008, 204 p.

Delhez Charles, Radermakers Jean, *Apprendre à lire la Bible*. Fidélité, Namur 2007, 294 p.

Druet Paul, *La ville sans église*. Fidélité, Namur 2007, 272 p.

Dubost Michel, *Prier le Credo*. Desclée de Brouwer, Paris 2008, 304 p.

Flak Micheline, Coulon Jacques de, *Des enfants qui réussissent. Le yoga à l'école*. Desclée de Brouwer, Paris 2008, 188 p.

Guggenheim Antoine, *Les preuves de l'existence de Dieu. Des clefs pour le dialogue*. Parole et Silence, Paris 2008, 142 p.

Guisan-Démétriades Hélène, *Les carnets du silence*. Ouverture, Lausanne 2008, 212 p.

Jalics Franz, *La prière de contemplation*. Fidélité, Namur 2007, 104 p.

Le Tourneau Dominique, *Vivre la Passion avec ses acteurs*. Parole et Silence, Paris 2008, 302 p.

Lubac Henri de, *La foi chrétienne. Essai sur la structure du symbole des apôtres*. Cerf, Paris 2008, 610 p.

Lugrin Gilles, Molla Serge, *Dieu, otage de la pub ?* Labor et Fides, Genève 2008, 206 p.

Maher Eamon, *Jean Sullivan (1913-1980). La marginalité dans la vie et l'œuvre*. L'Harmattan, Paris 2008, 226 p.

Marcovits Paul-Dominique, *Aimer jusqu'à l'extrême. Martyrs pour le Christ*. Cerf, Paris 2008, 208 p.

Meizoz Jérôme, *Père et passe*. D'en bas/Le temps qu'il fait, Lausanne/Cognac 2008, 80 p.

Menettrier Arnault, *La messe tout simplement*. Parole et Silence, Paris 2008, 222 p.

Mouriquand Jacques, *Ancien Testament : quelles vérités historiques ? Les bouleversements de la recherche historique*. Labor et Fides, Genève 2008, 154 p.

Müller Denis, *Le football, ses dieux et ses démons. Menaces et atouts d'un jeu dérégulé*. Labor et fides, Genève 2008, 258 p.

Rey Séverine, *Des saints nés des rêves. Fabrication de la sainteté et commémoration des néomartyrs à Lesbos (Grèce)*. Antipodes, Lausanne 2008, 364 p.

Schmidt Martina, *Protestantisme historique et libération. Renouveau œcuménique dans le Sud et dans le Nord*. L'Harmattan, Paris 2007, 252 p.

Sesboué Bernard, *L'Évangile et la Tradition*. Bayard, Paris 2008, 240 p.

Simoens Yves, *Apocalypse de Jean. Apocalypse de Jésus-Christ. T. 1. Une traduction*. Facultés jésuites de Paris, Paris 2008, 64 p.

Simoens Yves, *Apocalypse de Jean. Apocalypse de Jésus-Christ. T. 2. Une interprétation*. Facultés jésuites de Paris, Paris 2008, pp. XV + 294.

Sorrel Annie, *Rajasthan. Des citadelles du désert à la douceur du Mewar*. Olizane, Genève 2008, 544 p.

Sullivan Jean, *Les mots à la gorge*. Apogée, Rennes 2008, 192 p.

Torrell Jean-Pierre, *Voici l'instant favorable. Méditations. Pour le Temps ordinaire*. Cerf, Paris 2008, 374 p.

Paradoxe

C'est fou comme le périple de la flamme olympique à travers le monde a soudain réveillé les foules ! C'est fou comme, tout à coup, les Occidentaux se sont sentis interpellés par le thème des droits de l'homme. J'ai trouvé ça à la fois réjouissant et affligeant. Car enfin, cela fait des décennies que le Tibet souffre sous la botte chinoise et des millénaires que les droits de l'homme sont bafoués partout sur la planète. Alors, pourquoi s'en souvenir seulement maintenant, et seulement à l'occasion des JO de Pékin ?

Je pense qu'il s'agit là, pour les régimes dits démocratiques, d'une occasion unique de se donner bonne conscience à moindre frais. Vu que ce qui prime pour eux, dans la conjoncture actuelle, c'est moins la promotion des droits de l'homme que le profit. Qui donc, de nos jours, se risquerait à rompre ses relations commerciales avec un partenaire comme la Chine, sous prétexte de soutenir des valeurs telles que le respect, la dignité humaine, la justice, l'équité, la liberté ? Personne. Même idéologiquement opposés aux régimes totalitaires, nous sommes incapables de nous en distancer financièrement. Les

politiciens appellent cela du pragmatisme, un concept peu glorieux en vertu duquel il est tout à fait possible de faire - à mots couverts ! - la morale à un pays qui ne respecte pas les droits humains, tout en concluant avec lui de faramineux contrats.

Berk ! Quel moche double jeu ! D'un côté nous nous gargarisons de grands principes, de l'autre nous fermons diplomatiquement et fort opportunément les yeux lorsqu'un pays les bafoue, dès lors que cela va à l'encontre de nos intérêts. Voilà qui me donne envie de plaider non seulement en faveur du boycottage des JO de Pékin, mais de tout ce qui vient de Chine. De tous ces vêtements, denrées, jouets, bibelots, ustensiles made in China qui envabissent nos magasins et qu'on retire d'ailleurs régulièrement de la vente pour cause de malfaçon. Ou encore, plus largement, de tous les produits issus d'un commerce non-équitable, de quelque pays qu'ils proviennent.

Bon, je sais, c'est irréalisable. D'abord, parce qu'une telle action porterait préjudice avant tout aux travailleurs. Ensuite, parce que nous-mêmes ne tiendrions pas le coup. Nous serions rapidement repris par la tentation de la consommation et du confort.

Claire Bretécher illustre cela de façon très drôle dans l'une de ses planches des Frustrés. L'épisode met en scène quatre intellos de gauche discutant autour d'un café. L'un d'entre eux soudain déclare : « Il y a des moments où je me sens incapable de continuer à vivre sur les ruines pourrissantes de cette civilisation de profit en contradiction constante avec mes opinions les plus sacrées. » Puis il repousse noblement sa tasse de café « à cause de l'impérialisme américain qui presse le Brésil ». Après quoi, successivement, il ôte son pantalon dont la laine provient d'Australie qui « refuse l'immigration des gens de couleur », sa chemise dont le coton symbolise « la détérioration des termes de l'échange avec l'Inde et l'Afrique », ses chaussures « faites de cuir espagnol » (la BD date du temps de Franco) et son caleçon dont le textile synthétique met en cause « les gros trusts pétroliers ». Résultat, il se retrouve tout nu jusqu'à ce que sa copine lui prête une jaquette pour qu'il n'attrape pas froid. Et le héros de conclure : « À partir d'un certain âge, il est difficile d'assumer un état de révolte intégrale plus de deux minutes. »

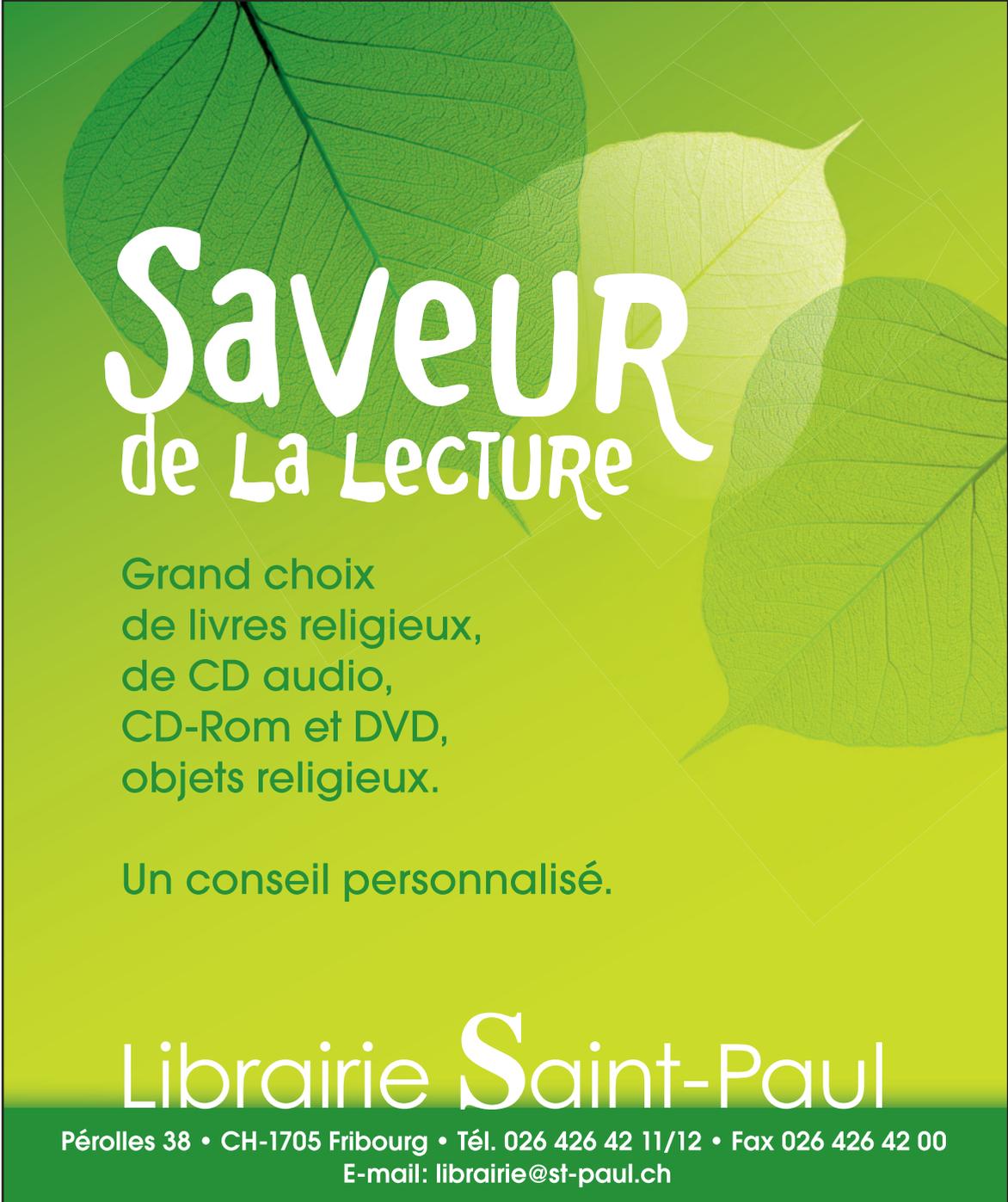
Eh oui ! Il est dur de durer en tant que révolutionnaire, ainsi que vous le confirmeront tous les anciens insurgés de Mai 68 qui ambitionnaient de changer le monde. Quarante ans après, que reste-t-il de l'événement ? Des images d'archives et quelques slogans. « Rasez les Alpes qu'on voie la mer. » « Sous les pavés la plage. » Sous la réalité, le rêve. Tout reste toujours à recommencer.

Gladys Théodoloz



JAB
1950 Sion 1

envois non distribuables
à retourner à
CHOISIR, rue Jacques-Dalphin 18
1227 Carouge



Saveur de La Lecture

Grand choix
de livres religieux,
de CD audio,
CD-Rom et DVD,
objets religieux.

Un conseil personnalisé.

Librairie Saint-Paul

Pérolles 38 • CH-1705 Fribourg • Tél. 026 426 42 11/12 • Fax 026 426 42 00
E-mail: librairie@st-paul.ch